|  |
| --- |
| Ilionor LOUIS  Ph.D sociologie, professeur à la Faculté d’ethnologie Université d’État d’Haïti, Port-au-Prince  (2013)  Des bidonvilles aux camps  Conditions de vie à Canaan, à corail Cesselesse, et à la piste de l’ancienne aviation de Port-au-Prince  Rapport de recherche  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique avec le concours de  
Edelin Mangnan, bénévole, Docteur en économie, professeur et chercheur, directeur de [IPES](http://ipes.edu.ht/), Port-au-Prince.

Courriel: Dr Edelin Mangnan : [edelinmangnan@gmail.com](mailto:edelinmangnan@gmail.com)

Site web dans Les Classiques des sciences sociales :

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_Mangnan_Edelin.html>

à partir du texte de :

Ilionor LOUIS

**Des bidonvilles aux camps. Conditions de vie à Canaan, à corail Cesselesse, et à la piste de l’ancienne aviation de Port-au-Prince.**

Rapport de recherche. Port-au-Prince, Haïti, mars 2013, 91 pp.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 22 septembre 2019 de diffuser ce rapport de recherche en accès libre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Boite_aux_lettres_clair Courriels : Ilionor LOUIS : [ilionorlouis@gmail.com](mailto:ilionorlouis@gmail.com)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 28 octobre 2019 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Merci aux universitaires bénévoles  
regroupés en association sous le nom de:

**Réseau des jeunes bénévoles  
des Classiques des sciences sociales  
en Haïti**.

Un organisme communautaire œuvrant à la diffusion en libre accès du patrimoine intellectuel haïtien, animé par *Rency Inson Michel* et *Anderson Layann Pierre*.

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/Réseau-des-jeunes-bénévoles-des-Classiques-de-sc-soc-en-Haïti-990201527728211/?fref=ts>



Courriels :

Rency Inson Michel : [rencyinson@gmail.com](mailto:rencyinson@gmail.com)

Anderson Laymann Pierre : [andersonpierre59@gmail.com](mailto:andersonpierre59@gmail.com)

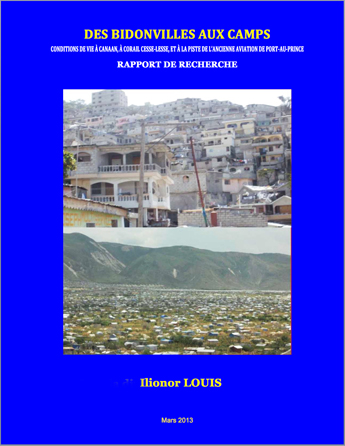
Ci-contre : la photo de Rency Inson MICHEL.

Ilionor LOUIS

Ph.D sociologie, professeur à la Faculté d’ethnologie  
Université d’État d’Haïti, Port-au-Prince

Des bidonvilles aux camps.

Conditions de vie à Canaan, à Corail Cesselesse,  
et à la piste de l’ancienne aviation de Port-au-Prince.



Rapport de recherche. Port-au-Prince, Haïti, mars 2013, 91 pp.

***Cette recherche a été réalisée  
grâce un financement de la Fondation  
connaissance et liberté (FOKAL)***

Ont collaboré à cette recherche par ordre alphabétique

AUGUSTIN Marceau

BOSSÉ Bilton

CENANFILS Junior

CHEVALIER SMAIL

COLIN Wilson

EXALUS Denis

FRANCOIS Rodlyne

JACQUET Jennifer

PIERRE Alfred

NOÉL BEATRICE

SANTANA Mie Sherley Stéphanie

**Des bidonvilles aux camps.**

Table des matières

[Liste des tableaux](#des_bidonvilles_liste_tableaux)

[INTRODUCTION](#des_bidonvilles_intro)

Les objectifs

Objectif général

Objectifs spécifiques

Comprendre et expliquer les conditions de vie des populations de ces trois territoires

**PREMIÈRE PARTIE**

[**REVUE DE LITTÉRATURE, ÉTAT DES LIEUX  
ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE**](#des_bidonvilles_pt_1)

[Chapitre 1](#des_bidonvilles_pt_1_chap_1). Qualité de vie et pauvreté en conditions de vie : deux concepts pour analyser la vie sociale des personnes déplacées dans les camps après le séisme

[Qualité de vie et taux de pauvreté en conditions de vie](#des_bidonvilles_pt_1_chap_1_encadre)

[Chapitre 2](#des_bidonvilles_pt_1_chap_2). Enquêter dans des territoires de vulnérabilité : la démarche méthodologique

Canaan.

Corail Cesselesse

Camp de la Piste de l'Aviation

Démarche méthodologique

Recherche documentaire

Population et administration du questionnaire

Échantillon

Des camps

Entretiens et Focus groupe

Le questionnaire d'enquête

Les observations de terrain

**DEUXIÈME PARTIE**[**CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION  
DES QUARTIERS PRÉCAIRES : MIROIR DE LA RÉALITÉ**](#des_bidonvilles_pt_2)

[Chapitre 3](#des_bidonvilles_pt_2_chap_3). Conditions de vie dans des quartiers précaires de l'aire métropolitaine avant le séisme du 12 janvier 2010

Des logements misérables mais chers

Accéder aux services urbains de base dans les quartiers précaires à partir des initiatives de la population

Des stratégies de survie dans les quartiers précaires avant le séisme

Problématique de l'éducation et de la santé

[Chapitre 4](#des_bidonvilles_pt_2_chap_4). Le choc du 12 janvier 2010 : quelle thérapie possible ?

Conditions de vie sous les tentes au regard des droits humains : la FIDH

Des conditions de promiscuité, d'insécurité et d'insalubrité aux conditions acceptables : un bilan de la Vision Mondiale Internationale fait le point

Le dialogue social comme médiation au relèvement post-désastre en Haïti

**TROISIÈME PARTIE**[**LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE : CONDITIONS DE VIE  
DE LA POPULATION ÉTABLIE DANS LES CAMPS DE CANAAN,  
DE CORAIL CESSELESSE ET DE LAPISTE**](#des_bidonvilles_pt_3)

[Chapitre 5](#des_bidonvilles_pt_3_chap_5). Conditions de vie et capacités de débrouille et marginalisation des populations de canaan, de Corail Cesselesse et de « Lapiste »

Assainissement, logement et accès à l'eau

Drainage et traitement des eaux usées

De la gestion des ordures

Mode d'accès au logement

Services fournis dans les logements

Électricité et consommation d'énergie

Combustibles pour la cuisson

Combien coûtent les combustibles pour la préparation des repas ?

L'alimentation

La subsistance

Activités commerciales de subsistance

Subsister à partir de l'aide

Solidarité entre amis et des membres de la famille

[Chapitre 6](#des_bidonvilles_pt_3_chap_6). Considérations sur les interventions des acteurs humanitaires et des institutions publiques étatiques auprès de la population victime du séisme

Un manque de ressources en argent ?

Ce que les acteurs humanitaires et l'État ont omis de faire : traiter la population en majeur

[Chapitre 7](#des_bidonvilles_pt_3_chap_7). Réflexions finales et recommandations

Laroche Alix (2012). « Haïti-éducation : l'école communautaire de cité de l'éternel, dure et triste réalité ».

[Références bibliographiques](#des_bidonvilles_biblio)

**Des bidonvilles aux camps.**

Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#tdm)

Tableau 1. Synthèse des dommages et pertes occasionnés par la catastrophe du 12 janvier (en millions de dollars étatsuniens)

Tableau 2. Mode d'évacuation des eaux usées avant et après le séisme

Tableau 3. Types de lieux d'aisance

Tableau 4. Mode d'évacuation des déchets solides

Tableau 5. Situation de la population par rapport au logement avant et après la catastrophe

Tableau 6. Approvisionnement en eau

Tableau 7. Énergie utilisée pour la cuisson

Tableau 8. Prix du combustible par jour pour la préparation des repas

Tableau 10. Nombre de repas consommé par jour

Tableau 11. Activités commerciales de subsistance

Tableau 12. Taux de profit généré dans les activités commerciales de subsistance

Tableau 12. population bénéficiaire de l'aide publique étatique

Tableau 13. Population bénéficiaire de l'aide des églises

Tableau 15. Solidarité entre les amis

Tableau 15. Aide reçue de la part des ONG

**Des bidonvilles aux camps.**

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le séisme du 12 janvier 2010, qui a fortement détruit plusieurs villes d'Haïti, spécialement Port-au-Prince, la capitale du pays, a été particulièrement dramatique. Dans la quasi-totalité des quartiers, particulièrement dans les bidonvilles, de nombreux bâtiments se sont effondrés. Cette catastrophe a fait des centaines de milliers de morts et de blessés. Mais, on ignore encore le sort de milliers de disparus sous les décombres. Tout de suite après le séisme, de nombreuses répliques entretenaient une psychose de peur au sein de la population. Les rescapés sont paniqués à l'idée de rester prisonniers de leurs bâtiments vacillants. Ainsi, des centaines de milliers de personnes ont abandonné leur demeure pour s'installer dans les rues, sur des terrains vacants, sur des places publiques ou sur la cour de certaines institutions notamment des églises et des écoles. Durant quelques mois, la ville de Port-au-Prince a été privée d'électricité. Des milliers d'individus, qui habitaient à Port-au-Prince, ont dû fuir cette ville pour prendre refuge en province ou dans des régions avoisinantes. Ceux, qui restaient, ont construit des abris, n'ayant plus de maison ou ne voulant plus retourner vivre sous des toits et des murs fissurés. Une importante solidarité s'est dégagée entre les individus en vue de la survie des rescapés. Soit pour sortir des gens sous les décombres, soit pour déblayer des maisons et sortir des cadavres, soit pour partager de l'eau, du pain, pour sauver des vies. Cette solidarité a pris diverses formes : entraide, transport des blessés et des malades à l'hôpital, construction d'abris de fortune. Ce fut un exemple de solidarité sans pareil.

Puis vinrent des ONG et des organisations de coopération bilatérale et multilatérale. Elles se sont impliquées dans la gestion des victimes de cette catastrophe. Distribution de nourriture, de kits d'hygiène, installation des toilettes mobiles, prise en charge des personnes handicapées, des enfants, des femmes enceintes et des vieillards, distribution d'eau potable, de bâches, construction de logements sur des terrains aménagés à cet effet, sont entre autres, différentes actions réalisées au profit d'une population rudement éprouvée par cette catastrophe.

Aujourd'hui encore, des centaines de milliers de familles vivent dans des abris provisoires, sous des tentes érigées dans de nouveaux territoires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. L'aide apportée par les ONG et des organismes bilatéraux et multilatéraux pendant les premiers mois d'après la catastrophe a connu une baisse très importante. Les populations des camps, après avoir été prises en charge, font l'objet d'un sevrage alors qu'elles ne peuvent pas se relever encore, ayant été totalement décapitalisées. De concert avec des acteurs humanitaires, l'État haïtien a aménagé un espace devant accueillir des centaines de famille en provenance de plusieurs camps de l'aire métropolitaine. Cet endroit est connu sous le nom de Corail Cesselesse. Entre temps, des dizaines d'hectares ont été déclarés domaines d'utilité publique afin de régulariser l'une des plus grandes invasions de terrains situés au nord de Port-au-Prince après la catastrophe. Ce territoire a été baptisé Canaan par les envahisseurs. Dans la perspective de prise en charge des personnes handicapées, la Croix Rouge Internationale, de concert avec les autorités haïtiennes, a aménagé un espace situé à la piste de l'ancienne aviation civile de Port-au-Prince baptisé « Camp Lapiste ». Plus de 370 familles y ont été installées. Quelle est la qualité de vie de ces populations dans ces nouveaux territoires ? Comment font-elles pour survivre ? Que peut-on conclure de leur situation actuelle en comparaison avec celle d'avant le séisme du 12 janvier 2010 ?

Les objectifs

Deux types d'objectifs sont poursuivis dans le cadre de cette recherche. Ils concernent, d'une part, la qualité de vie des populations en lien avec les interventions des acteurs humanitaires [[1]](#footnote-1) et l'État haïtien, d'autre part, les capacités de la population à s'organiser en vue de transformer leurs conditions de vie. Les objectifs sont répartis en un objectif général et des objectifs secondaires.

Objectif général

Comprendre et expliquer les conditions de vie des populations de ces trois territoires en lien avec le choc subi à l'occasion du séisme, les interventions des acteurs humanitaires et de l'État haïtien.

Objectifs spécifiques

- Analyser les impacts du tremblement de terre et de l'intervention des acteurs humanitaires sur les populations des camps ;

- Arriver à identifier des pratiques des populations en vue d'accéder à certains services de base avant et après le séisme ;

- Aboutir à des propositions, en tenant compte, de celles qui sont faites par des représentants de ces populations, en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie.

- Comprendre et expliquer les conditions de vie des populations de ces trois territoires

Il s'agit, pour moi, de prendre un recul par rapport à ce qui est écrit sur ces populations, ce qui a été observé et ce que les personnes concernées elles-mêmes nous racontent. J'ai voulu savoir d'où viennent ces individus qui occupent ces espaces et pourquoi ils acceptent de rester là après avoir vécu le choc terrible du 12 janvier. Pour ce, j'ai construit une revue de littérature structurée autour des concepts généraux de qualité de vie et de conditions de vie. Toute une démarche méthodologique est élaborée à cet effet.

Spécifiquement, j'ai voulu expliquer la capacité de résilience des populations en tenant compte notamment de différentes stratégies de subsistance développées avant et après le séisme. Il ne fait pas de doute sur la compétence de ces personnes pour expliquer leur situation et développer des stratégies de survie quotidienne particulièrement avant la catastrophe. Qu'est-il est advenu après, surtout avec le départ de beaucoup d'ONG, deux ans après le séisme ? Doit-on conclure à un renforcement de leur marginalisation ? Ou bien peut-on dire que ça va mieux qu'avant. La grosse question est de savoir pourquoi, dans les deux cas. C'est dans cette perspective qu'est élaborée la recherche documentaire autour de laquelle est structurée mon analyse.

**Des bidonvilles aux camps.**

Première partie

REVUE DE LITTÉRATURE’  
ÉTAT DES LIEUX ET  
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Des bidonvilles aux camps.  
**PREMIÈRE PARTIE**

Chapitre 1

Qualité de vie et pauvreté  
en conditions de vie :  
deux concepts pour analyser  
la vis sociale des personnes  
déplacées dans les camps

[Retour à la table des matières](#tdm)

La qualité de vie est un concept éminemment psychologique. Selon Céline Mercier (1993), elle peut être définie comme le rapport d'une double interaction entre la personne et son milieu. Il s'agit d'abord de l'interaction entre les besoins personnels de l'individu et les ressources propres au milieu. De l'autre, il y a le rapport entre ce que la personne peut offrir et ce que le milieu attend d'elle. En ce sens, la meilleure qualité de vie dépend du fait que les ressources sociales ancrées dans le milieu soient à même de combler les besoins individuels et du fait qu'on soit en retour à même de contribuer à l'entretien de telles ressources sociales. D'où l'idée que la qualité de vie est « le produit du rapport entre les besoins de la personne et les ressources du milieu, d'une part, et entre les performances de la personne et les attentes du milieu, d'autre part » (Mercier, 1993 : 16).

Au regard de cette double interaction, Robert L. Shalock (1993) pense que la qualité de vie est essentiellement une « façon d'être » caractérisée par trois facteurs : les sentiments du bien-être, la possibilité de développement de son potentiel et les sentiments d'engagement social positif. Autrement dit, la qualité de vie est fonction des représentations sociales et des perceptions de soi. Dans la mesure où les sentiments du bien-être sont une production collective propre au milieu de vie, le regard de soi dans et à travers ce qui est généré collectivement est l'étalon individuel d'une bonne qualité de vie.

Cette perspective a la particularité d'être issue des travaux portant sur la santé mentale, c'est-à-dire des personnes dépendantes et souffrantes qui ne peuvent « se suffire » à elles-mêmes. Dans ce cas, leur susceptibilité vis-à-vis d'autrui autant que le poids social du milieu risquent d'être amplifiés. C'en est-il le même regard lorsque les souffrances des individus se rapportent surtout aux difficultés socioéconomiques, aux conditions d'existence extérieures ? On sait qu'indépendamment du fait d'être maladif, certaines catégories de personnes peuvent connaître le luxe ou une certaine aisance matérielle pendant que d'autres vivent dans des besoins parfois proches du dénuement total. C'est cela les conditions sociales de vie définies à l'aune des inégalités sociales. Parler ici du fait d'être maladif nuance le rapport d'accès aux soins de santé qui constitue une dimension des conditions de vie ponctuée par le niveau d'inégalités sociales entre les individus et les groupes.

Bien entendu, cette discussion ne peut que renforcer l'importance considérée, la qualité de vie des personnes à problème de santé mentale, pour comprendre comment ceci affecte les conditions de vie en général en dehors de ce cadre heuristique en y revenant.

Selon Mercier, la qualité de vie doit être envisagée sur les plans objectif et subjectif. Au niveau objectif, plusieurs indicateurs sont à prendre en ligne de compte. Ce sont :

a) La satisfaction par rapport à la santé ;

b) Les relations sociales ;

c) La sécurité personnelle (non victime du viol et d'agression).

Suivant le modèle d'adoption de Bigelow et al. (1982), la qualité de vie d'une personne est doublement fonction des besoins communautaires qui sont satisfaits et de la contribution personnelle à la satisfaction de ces besoins. Mais, les déterminants du facteur objectif qui pèse le plus sur la qualité de vie sont :

la résidence ;

les besoins de base ;

les relations interpersonnelles ;

le bien-être psychologique ;

l'emploi du temps.

Quant au facteur subjectif, c'est plutôt la comparaison du niveau de vie actuel (ce qui est) et du niveau de vie future (ce qui devrait être ou aspirations) qui pèse plus sur la qualité de vie et non les facteurs sociodémographiques et les conditions objectives. Dès lors, les gens sont contraints de s'adapter aux évènements et de réajuster leurs aspirations et attentes en fonction des conditions extérieures ou de leur réalité personnelle (révision à la baisse). C'est pourquoi la « participation à une activité significative, c'est-à-dire qui fait sens pour la personne et rencontre son intérêt contribue de façon essentielle à la qualité de vie de la personne psychiatrisée aussi bien que le fait d'habiter dans un appartement protégé ».

L'autre aspect important concerne le service de qualité qui définit la situation du malade en rapport avec le travail du milieu. En d'autres termes, c'est la définition, plus précisément, des attentes du milieu par rapport à la personne psychiatrisée qui permettent à cette dernière d'y trouver une place correspondant à ses capacités et à ses attentes. Mais, ce qu'on appelle la qualité du service renvoie à ces types d'indicateurs : le type de service à offrir, les programmes de réadaptation, les perceptions des clientèles et la qualité de vie des intervenant (e) s.

Pour sa part, se basant sur ses trois facteurs de la qualité de vie, Robert Shalock (1993) en dégage trois orientations :

1) les modèles de qualité de vie ;

2) les facteurs conditionnels ;

3) l'application des principes.

Au niveau des modèles de qualité de vie, le concept met en rapport non pas deux mais trois types de facteurs du bien-être : objectifs (revenu, occupation environnementale, résidence) ; subjectifs (satisfaction, perception de soi, bien-être psychologique) ; interrelationnel (soutien social, solidarité), comportement écologique (rapport à l'environnement). Il s'entend à la fois comme concept à dimension macrosystémique (qualité de vie de la collectivité) et microsystémique (individu).

Au niveau des facteurs de conditions, Shalock distingue également trois facteurs culturels qui influencent la qualité de vie : les valeurs, les assises légales (loi antidiscriminatoire) et le changement paradigmatique (changements de projets de vie heuristique).

Quant au niveau des principes fondamentaux guidant les prestations des services, il les classe en cinq catégories :

- La satisfaction des besoins communautaires ;

- La participation aux décisions ;

- La qualité de l'environnement ;

- Les rapports communautaires ;

Et les composantes subjectives de la qualité de vie vécue par l'individu qui sont surdéterminantes.

Ces trois orientations concourent donc à définir ce que Shalock (1993) appelle l'indice de la qualité. Elle est ainsi constituée de quatre indicateurs suivants :

- l'autonomie (contrôle sur son environnement et possibilité de choix) ;

- la productivité (travail rémunéré et communautaire) ;

- l'intégration communautaire (appartenance à des activités mixtes, handicap et surhandicap) ;

- la satisfaction (des besoins et sentiment de bien-être).

Cependant, les indices psychologiques et sociaux jouent un rôle clé dans la détermination de la qualité de vie : l'habilité personnelle, les gains de revenu, la vie communautaire, les jeunes (âge). Mais, les facteurs les plus importants sont : la stabilité et le contrôle de l'environnement, le choix dans les prises de décisions, l'estime de soi, la possibilité de croissance et le développement personnel, les rapports sociaux et interpersonnels.

En définitive, quel est le poids des services publics dans la détermination de la qualité de vie ? Selon Mercier, les services qui ont un effet positif sur la qualité de vie sont ceux qui sont liés directement aux intérêts personnels des individus. Au lieu d'en être de simples moyens, ils intègrent même la qualité de vie. Ce sont :

1) *la sécurité*: « identification des attentes et des aspirations d'abord et leur mise en perspective en fonction des possibilités réelles, puis de leur mobilisation dans le projet » ;

2) *la prise d'initiative (l'initiativité)*: « niveau de comportements et des façons habituelles de transiger avec la vie quotidienne, de manière à augmenter l'efficacité courante et à multiplier les sources de satisfaction » ;

3) *les programmes de réadaptation*: « le niveau d'alliances actualisées et potentielles avec les acteurs du milieu proche, de façon à optimiser les stratégies de réadaptation de la personne » (Mercier, 1993 : 15).

À ce point, Mercier (1993) et Shalock (1993) arrivent à la même conclusion quant à l'importance des services publics pour les personnes vivant avec des incapacités. Si pour le premier, ils sont intégrants de la qualité de vie, pour le second, la gestion de ces services et les politiques concernant ces personnes jouent un rôle crucial. A cette enseigne, Shalock définit cinq tâches essentielles à accomplir. La première est la classification des domaines d'application de la qualité de vie suivant trois âges : l'âge préscolaire, l'âge adulte et le troisième âge. La seconde est une définition opératoire des caractéristiques de la vie de la personne de façon à traduire le mieux la qualité de vie subjective et les instruments de mesure des indices objectifs généraux et de satisfaction du type subjectif. La troisième concerne la « détermination de l'importance donnée à chacun des champs d'application de la qualité de vie par les différentes personnes ». La quatrième est l'évaluation du degré de la qualité de vie de chaque individu dans chacun des champs d'application. Et enfin, la cinquième concerne la réponse aux questions dont l'établissement de corrélations entre les mesures objectives et subjectives. Ainsi, il convient, par exemple, de « déterminer si l'amélioration dans un champ d'application, améliore aussi dans un autre ; et déterminer si le modèle de la qualité de vie s'appliquant aux personnes présentant des incapacités s'applique aussi à d'autres populations » (Schalock, 1993, p. 147).

Il reste que la qualité de vie est un concept difficile dont les indicateurs varient avec le contexte. Le regard peut changer si l'on passe du cas des personnes ayant des problèmes de santé mentale à celui des personnes confrontées à l'hypertension artérielle. Selke et al. (1998) ont scruté précisément ce cas. Selon eux, « la qualité de vie est une notion complexe qui comprend, outre l'état physique et émotionnel, les capacités sociales et intellectuelles, et le sentiment de bien-être général » (p. 46). Ils montrent ainsi que le lien entre la pression artérielle et la qualité de vie est bidirectionnel : « la présence et la persistance d'hypertension artérielle altèrent la qualité de vie par réaction anxieuse ou dépressive ou par contraintes thérapeutiques et à l'inverse, la qualité de vie médiocre empêche la diminution de la pression artérielle malgré un traitement adapté » (p. 57). Plusieurs choses entrent en ligne de compte : le coût du traitement et l'accès aux soins de santé, le savoir dont le savoir d'être hypertendu, la consultation régulière d'un médecin et le suivi des prescriptions recommandées.

Un autre regard tout autre de la qualité est celui axé sur la qualité urbaine. Gilles Sénécal et Pierre Hamel (2001) en abordent dans un article traitant des débats sur ville compacte et qualité de vie au Canada [[2]](#footnote-2). Ils déplorent le fait qu'en matière urbaine, la définition de la qualité de vie demeurera fondée sur des *a priori*. Ils soutiennent ainsi : « Toute définition de la qualité des espaces résidentiels devrait tenir compte du milieu, dont le voisinage, l'habitat (surtout la typologie résidentielle) et l'environnement physique. S'y mêlent alors les aspects objectifs - par exemple le cadre biophysique (qualité de l'eau, de l'air, climat) - et subjectifs, comme le sentiment de sécurité ou la beauté du paysage et la valeur accordée aux ensembles patrimoniaux ou naturels. Suivant le modèle canadien de la qualité de vie ou le modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité développé pour le compte de la SCHL, quatre composantes sont retenues : la vitalité économique, le mieux-être social, l'habitat , l'intégrité environnementale et la congruence culturelle, arrimées à des secteurs d'activités propres au milieu comme le logement, la planification du territoire, le transport, l'environnement naturel, l'emploi, les commerces et les services publics incluant la santé, le bien-être social, l'éducation et les loisirs. Des indicateurs plutôt standards (revenu des ménages, emploi, coûts du logement, etc.) sont couplés à des mesures spécifiques, toujours choisies en fonction de l'accessibilité des données » (Sénécal et Hamel, 2001 : 313). Selon le modèle, le coût du logement abordable est de 30% des revenus du ménage. La sécurité du logement, notamment pour les couples avec des jeunes enfants, en est un autre critère additionnel.

QUALITÉ DE VIE ET TAUX DE PAUVRETÉ  
EN CONDITIONS DE VIE

[Retour à la table des matières](#tdm)

|  |
| --- |
| Comme on l’a vu ci-dessus, la qualité de vie a une forte connotation psychologique qui lie le monde des besoins à celui des aspirations. Mais, qu'est-ce qui assure le pont entre ces deux mondes si ce n'est la demande de consommation satisfaite et non satisfaite ?  encadre_1_imageUne grande part des débats introduits par la qualité de vie réside dans le pouvoir d’achat ou de consommation des gens et la reconnaissance de leur utilité sociale. Qu'il s’agisse de l'accès aux biens primaires (logement, nourriture, habits, etc.), de biens statutaires (un appareil de téléphonie portable, de TV ou des chaussures de marque, etc.), de consommation ou aux services publics, celle-ci est considérée comme une « obligation pour la vie matérielle et le maintien d'un semblant d'intégration sociale ». Elle caractérise un mode de compensation des frustrations statutaires (Lazarus. 2006). Comme disait l’auteur dans « *Les pauvres et la consommation*», c'est que la consommation a poux enjeu d’offrir à la fois un statut social et le réconfort d’échapper, même brièvement, à la contrainte et au manque ». |

Ainsi, quand les gens n'arrivent plus à consommer le minimum vital socialement requis à leur niveau social de vie, ils se situent en rupture de classe ou de la société. Ils perdent les pieds carrément. Dans cette veine, la notion intermédiaire à connotation matérielle de la qualité de vie serait ce qu'on appelle le « taux de pauvreté en conditions de vie », qui focalise l'attention sur les différents manques dont souffrent les pauvres. Il peut permettre de se passer des significations psychologiques pour scruter les conditions sociales d'existence. Bien entendu, tout le problème social et psychologique peut résider alors dans le fait que l'univers social des pauvres lui-même n'est pas un univers autocentré mais tourné vers celui des classes moyennes. Ils tendent ainsi à « adopter les jugements des classes moyennes, dont ils partagent les modèles et les valeurs, de sorte que le regard qu'ils portent sur eux-mêmes se transforme en haine de soi » (Lazarus, 2006 : 147-148 se référant à une étude d'Agnès Villechaise [[3]](#footnote-3)).

Qu'est-ce que le taux de pauvreté en conditions de vie ? Selon une étude récente de l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale en France (UNCCAS, 2006), « le taux de pauvreté en (ou de difficultés en) conditions de vie est la proportion de ménages subissant au moins huit carences ou difficultés en conditions de vie parmi 27 types de difficultés prédéfinies » (p. 19). Au nombre de ces indicateurs de référence donnant une meilleure connaissance de la pauvreté, les quatre principaux sont : contraintes budgétaires, retards de paiement, restrictions de consommation et difficultés de logement (pas de salle de bain à l'intérieur, pas de toilettes à l'intérieur, pas d'eau chaude, logement trop petit, etc.). Par pauvreté, on entend une « situation ou un état caractérisé par la non possession d'un certain nombre de ressources et conditions élémentaires nécessaires à un minimum de bien-être matériel, mais aussi social, culturel ... » (p. 12).

Ces indicateurs économiques rappellent qu'en ce qui concerne la mesure de la pauvreté, il y a deux approches qui se recoupent. L'approche relative est définie en fonction du revenu médian. Elle est calculée, dans les pays de l'Union Européenne, à 60% du revenu de l'ensemble de la population et en Amérique du Nord, à 50% de ce revenu. L'enjeu de cet écart réside dans une bataille statistique pour diminuer ou bien apprécier le nombre de pauvres. Tandis que, dans l'approche absolue, définie en fonction du panier alimentaire de la ménagère, c'est la détermination même des produits de base qui en constitue le nœud gordien. Néanmoins, au Québec, un rapport de recherche du Centre d'Étude sur la Pauvreté et l'Exclusion (CEPE) (2009) recommande que le panier de la ménagère soit considéré comme mesure de référence de la pauvreté. Ceci comprend : nourriture, vêtements et chaussures, logement, transports (transports en commun en milieu urbain, automobile en milieu rural) et autres biens et services (ex. ameublement, téléphone, produits domestiques, frais scolaires, loisirs). Selon le CEPE, il

« Recommande la mesure du panier de consommation comme mesure de référence afin de suivre les situations de pauvreté sous l'angle de la couverture des besoins de base. La référence ainsi établie est le revenu disponible à la consommation nécessaire pour se procurer un panier de biens et services déterminé » (CEPE, 2009, p. 27).

L'étude du CEPE souligne que même l'Union Européenne a dû développer un indicateur de pauvreté matérielle en raison des difficultés d'interprétation du taux relatif de 60% du revenu médian. Cette pauvreté matérielle comprend ainsi : « la présence d'un certain nombre de contraintes économiques, le manque non choisi de biens durables et les conditions de logement, en lien avec la capacité de réalisation effective des droits » [[4]](#footnote-4).

Quant à l'étude de l'UNCCAS, elle propose huit (8) thématiques réparties en trois groupes d'ordre suivant une appréciation croisée entre d'un côté, l'impact de la pauvreté sur les registres d'existence des populations du point de vue des intervenants sociaux, et de l'autre, les priorités de vie pour les personnes pauvres, c'est-à-dire les usagers des CCAS, pour définir des indices de conditions de vie. Ce sont :

1) les thématiques de premier ordre : revenus et consommation, emploi et travail (accès et conditions), logement (accès et maintien), accès aux soins, santé, handicap ;

2) thématiques de second ordre : éducation et formation (accès et niveau), vie familiale/conjugale, éducation des enfants ;

3) thématiques de troisième ordre : accès à la culture, aux sports et loisirs, à une sociabilité entre amis ; citoyenneté et implication associative (UNCCAS, 2012, p. 54).

On comprendra ces indices de conditions de vie à la lumière de ce que la consommation représente pour la cohésion autant du groupe social que pour celle de la société entière. L'incapacité de consommer est révélatrice de différentes fractures sociales qui défont les liens sociaux. Jeanne Lazarus (2006 : 145) décrit ainsi les multiples enjeux de la consommation des plus pauvres : « les enjeux de la consommation des plus pauvres sont multiples. D'une part, cette consommation interroge l'organisation du système économique, à travers la monétarisation des échanges et la diminution de l'autoproduction. D'autre part, elle soulève des questions politiques : l'accès à des modèles partagés de consommation peut être un élément d'intégration politique et sociale de la classe ouvrière ou, au contraire, mettre en danger la cohésion du groupe. Enfin, la cohésion de l'ensemble de la société dépend du degré de participation des plus pauvres à la consommation ».

Des bidonvilles aux camps.  
**PREMIÈRE PARTIE**

Chapitre 2

Enquêter dans  
les territoires de vulnérabilité :  
la démarche méthodologique

[Retour à la table des matières](#tdm)

Par la distance de ces territoires vis-à-vis du centre urbain, par les conditions de vie qui y prévalent, par la qualité et les types d'intervention qui se font, par la perception du sens commun des populations de ces espaces et le traitement dont elles font l'objet, à cause du séisme et les dispositions politiques de création de ces territoires en vue d'installer des groupes de personnes caractérisées par l'homogénéité des conditions de vie, ces territoires sont des espaces de vulnérabilité. Une fois qu'on y est, on est coupé des activités ordinaires de subsistance du centre-ville, la débrouille devient donc plus difficile, on est toujours dans l'attente, tandis que les conditions de vie se détériorent.

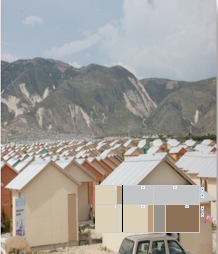


CANAAN.

**Canaan** est le nom que des populations qui ont envahi des terrains situés au nord de Port-au-Prince ont donné au nouveau territoire habité depuis le 13 janvier 2010, soit moins de 24 heures après le séisme. Ce territoire constitue un des plus grands campements de la capitale avec une population estimée à plus de 30 milles personnes. L'entrée du campement est située sur le National numéro 1, près de Bon Repos.

Canaan est un campement qui va sans doute compter parmi les grands bidonvilles de la capitale. Claude Bernard Sérant [[5]](#footnote-5), dans un article publié dans les colonnes du Nouvelliste, parle d'un « bidonville si vigoureux » que les populations ont envahi comme des sauterelles après le séisme (Sérant, 2011). Selon une enquête menée par *Alterpresse*, une agence de nouvelles en ligne, c'est le chaos à Canaan, au lendemain du séisme, la surpopulation se renforce avec la naissance du plus gros bidonville du pays à Canaan [[6]](#footnote-6) ».

Il ne fait pas de doute que Canaan est un nouveau bidonville en puissance créé par des personnes qui ne disposent que de très faibles moyens de subsistance. Le tremblement de terre les a fait sortir d'autres quartiers précaires pour venir s'établir sur un terrain que l'État allait déclarer par la suite domaine d'utilité publique. Ce ne sont pas seulement des pauvres qui érigent des maisonnettes ou des taudis sur ce territoire. Des constructions en dur, avec un étage

sont visibles. De même, des espaces considérables sont clôturés. Ce ne sont certainement pas des gens sans ressources qui vont les habiter. Il est en train de se dessiner un commerce du sol et du logement dans ce nouveau territoire, comme cela s'est fait à la suite de chaque squat des terrains. Le cas qui suit est différent, puisqu'il ne s'agit pas d'un cas d'occupation de terrain mais de placement de familles à très bas revenu sur un terrain suite au séisme du 12 janvier.

Corail Cesselesse

**Corail Cesselesse** est le nouveau territoire qui accueille des populations en provenance d'une zone résidentielle de Port-au-Prince appelée : Vallée de Bourdon dans le

*Pétion-Ville Club*. Il est situé à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale, en bordure de la route nationale No 3. Le 19 mars 2010, soit plus de deux mois après le tremblement de terre, le président de la République et des membres du gouvernement signent un arrêté selon lequel les terres de Corail Cesselesse sont déclarées domaine d'utilité publique rentrant ainsi dans le cadre du réaménagement de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Doté d'une capacité d'accueil de 20 000 personnes, Corail Cesselesse s'étend sur 25 hectares[[7]](#footnote-7) au pied du morne appelé « morne à cabri », sans végétation, sans eau, sans infrastructure pour accueillir des êtres humains, isolé du Centre-Ville.

Camp de la Piste de l'Aviation



**Le camp de la piste d'aviation** est situé au nord de Port-au-Prince sur les terrains ou devait se construire le stade olympique Jean-Marie Vincent. Il est limité au nord par le Pont-Rouge où sont enterrés les restes de Jean-Jacques Dessalines, au sud par le Boulevard Toussaint Louverture menant à l'aéroport, à l'est par la Cité militaire et à l'ouest par la route de Delmas. Selon Gaspard Dorélien, sur ces terrains, il devait y avoir un terrain *de basketball. Un palais sportif. Un parc sportif avec terrain de football, piste de courses...C'était ça le projet de Parc Olympique Jean-Marie Vincent. Il aurait coûté près de 70 millions de dollars américains »* (Dorélien 2000).

Suite au tremblement de terre, des populations venues de toutes parts, notamment des bidonvilles environnants, ont pris refuge sur ces terrains. Vivant sous des bâches, on compte parmi eux des personnes handicapées de toutes catégories : aveugles, boiteux, sourd-muets, manchots etc. Leur situation est pire que celle des personnes qui, bien que sinistrées, vivent sans handicap, surtout si elles sont issues de catégories sociales marginalisées. Vingt cinq mille personnes vivent sur ces terrains. Un mois après le tremblement de terre, « La [Fédération internationale de la Croix rouge et du](http://www.ifrc.org/fr/index.asp) [Croissant rouge](http://www.ifrc.org/fr/index.asp) lance un appel auprès du gouvernement afin de libérer des terrains. [Dans un](http://www.ifrc.org/fr/docs/news/pr10/1110.asp) [communiqué d](http://www.ifrc.org/fr/docs/news/pr10/1110.asp)u 12 février, elle signale qu'elle peut, grâce à ses 5 000 volontaires, assainir des terrains qui pourront ensuite accueillir de nouveaux camps organisés » (Couet, 2010).

Démarche méthodologique

Étant donné la complexité des acteurs impliqués dans la relocalisation des populations victimes du séisme et diverses publications faites d'une part sur le rôle de l'État dans la gestion des territoire et d'autre part, sur la débrouillardise des populations pour subsister, la méthodologie est articulée autour de trois axes : la recherche documentaire, l'administration du questionnaire, le traitement et l'analyse des données.

Recherche documentaire

Pour construire la problématique et contextualiser la question, une revue de littérature est nécessaire. Elle portera spécifiquement sur les conditions de vie des populations ciblées par l'enquête, sur leurs activités de subsistance ante et post séisme en tenant compte notamment du rôle des femmes et de l'action des ONG qui interviennent auprès des populations.

Population et administration du questionnaire

Pour administrer le questionnaire, un échantillon aléatoire de la population de chaque camp sera choisi. Ceci devrait permettre de circonscrire les analyses dans un contexte précis de la formation des camps et des activités de subsistance des individus et des familles établis sur ces territoires.

Échantillon

**Des camps :** trois camps représentatifs de plusieurs concentrations de personnes établies sur des terrains à Port-au-Prince seront choisis pour mener l'enquête : le Camp Canaan situé au nord-ouest de la capitale en bordure de la première route nationale dans la zone de Bon-Repos, le Camp Corail-Cesselesse situé près de la troisième route nationale du pays menant au Plateau Central jusqu'au Cap-Haïtien et le Camp Tabarre Issa situé à Tabarre dans la localité de Galette Greffin.

Ces camps sont choisis en fonction de leur importance en termes de concentration de personnes mais aussi par rapport à leur distance au centre-ville de Port-au-Prince. Situé à 24 kilomètres de Port-au-Prince, le Camp Corail-Ceslesse étendu sur 25 hectares, abrite 7 500 personnes pour l'instant, selon une dépêche d'*Haïti Libre* du 30 mai 2011. Quant au camp Tabarre Issa, il est peuplé de 250 000 personnes et réparti en divers sites dénommés Refugiés, Saint-Louis, Bénédiction, Accra, Canaan et CCC. Au Camp Canaan, sont installées 60 000 personnes [[8]](#footnote-8) qui sont dans une situation d'abandon presque total, mises à part les interventions de quelques ONG et l'installation de poste de police pour surveiller et prévenir.

**Des enquêtés (es) :** 300 personnes seront choisies au hasard pour répondre à un questionnaire. Le choix des enquêtés est réparti comme suit :

- 150 personnes au camp Tabarre Issa

- 100 personnes au Camp Canaan

- 50 personnes au camp Corail Cesse-Lesse

Ces personnes seront choisies en fonction, entre autres, du type d'activités de subsistance auquel elles s'adonnent, du temps qu'elles ont depuis qu'elles se sont établies dans le camp, de leur quartier d'origine avant le séisme du 12 janvier, de la fonction qu'elles occupent dans le camp au moment de l'entrevue.

**Des informateurs clés :** une vingtaine d'informateurs clés seront touchés dans le cadre de l'enquête afin de donner des informations pertinentes sur le statut des terrains où sont érigés les camps, sur l'organisation de l'occupation des terrains, sur l'histoire même des camps et sur la vie au quotidien dans les camps. Le choix est prévu comme suit :

10 informateurs clés à Tabarre Issa

6 à Canaan

4 à Corail Cesse-Lesse

Entretiens et Focus group

Pour recueillir des données auprès des personnes concernées par l'enquête, trois guides d'entretien seront élaborés. Le premier est un guide d'entretien avec des questions ouvertes portant, entre autres, sur la situation socio-économique des habitants des campements avant et après le séisme, les activités de débrouille, les liens entre les personnes pour l'éducation de leurs enfants. Le deuxième guide s'adresse aux responsables des campements, entre autres les responsables de terrains et des employés des ONG qui ont à charge les campements. Ces entretiens porteront notamment sur l'histoire de chaque camp, les activités des ONG, les rapports entre les autorités étatiques et les ONG dans la gestion du camp en question, les relations entre la population et les responsables, entre autres. Le troisième est un guide d'animation de dix ateliers de focus group qui seront organisés respectivement avec des jeunes, des responsables de familles notamment des familles monoparentales dirigées par des femmes, des travailleurs, entre autres.

Le questionnaire d'enquête

Le questionnaire d'enquête sera constitué de questions qui obligent les enquêté(es) à effectuer un choix parmi un certain nombre de réponses plausibles fournies. Les questions seront à la fois dichotomiques, c'est-à-dire l'enquêté choisit entre deux réponses comme par exemple oui ou non. Il y aura aussi des questions à choix multiple. L'objectif de ce questionnaire est de permettre surtout de retracer la trajectoire de vie des personnes qui aboutissent dans un camp après avoir vécu dans un quartier précaire et une catastrophe naturelle. Tel qu'il est indiqué dans l'échantillon, 300 personnes feront l'objet de cette enquête.

Les observations de terrain

Afin d'observer les conditions de vie, l'environnement physique, les infrastructures en place, les activités des personnes, entre autres, des observations de terrain seront réalisées respectivement à Tabarre Issa, à Canaan et à Corail Cesselesse. Les observations seront directes c'est-à-dire les enquêteurs (trices) seront en contact avec les informateurs afin de pouvoir regarder ce qui se fait. Elles se déroulent de manière non directive au sens où ils n'auront pas à intervenir dans les situations observées à moins que leur présence se révèle inévitable. La tâche des enquêteurs (trice) consiste à faire un prélèvement qualitatif c'est-à-dire à noter des informations.

**Des bidonvilles aux camps.**

Deuxième partie

CONDITIONS DE VIE  
DE LA POPULATIONS  
DES QUARTIERS PRÉCAIRES :  
MIROIR DE LA RÉALITÉ

[Retour à la table des matières](#tdm)

Des bidonvilles aux camps.  
**DEUXIÈME PARTIE**

Chapitre 3

Conditions de vie  
dans des quartiers précaires  
de l’aire métropolitaine  
avant le séisme du 12 janvier 2010



[Retour à la table des matières](#tdm)

Les conditions de vie dans les bidonvilles de Port-au-Prince avant le séisme du 12 janvier 2010 sont des plus précaires à tous les niveaux : assainissement, accès à l'eau potable, à la nourriture, à l'électricité, logements précaires, insécurité, banditisme, stigmatisation, entre autres. Tous ces indices réunis font des quartiers habités par des personnes à faible revenu des lieux de souffrance sociale et de désespoir où n'importe quelle catastrophe naturelle est susceptible de causer des pertes en vie humaine et en matériels.

Dans les rues de Port-au-Prince, bien avant le séisme du 12 janvier, le ramassage des ordures se faisait de manière irrégulière. Dominique Mathon (2005), dans un rapport de recherche élaboré pour le compte du Conseil économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC), parle d'un environnement dégradé et malsain à Port-au-Prince, avant le séisme. Reprenant une étude de Daniel Holly, elle affirme que le système de collecte des ordures est déficient et inefficient car seul un tiers des déchets produits est collecté. Plus de 1500 tonnes d'excrétas sont produits quotidiennement dans la capitale. Ils sont évacués de fort différente manière. Soixante-dix pour cent des ménages utilisent des latrines. Quatorze pour cent de celles-ci ne sont pas conformes aux normes (Mathon, 2005). Certaines personnes, ne disposant pas de latrines chez elles, satisfont leurs besoins dans des sacs en plastique qu'elles lancent par la suite dans des corridors ou des ravins, le soir venu. D'autres utilisent des terrains en friche et les ravins pour se soulager. Ceci représente un risque énorme de santé publique pour la population de la capitale.

Des logements misérables mais chers

Quand on arrive dans un quartier précaire à Port-au-Prince, on peut constater trois types de logement. *Premièrement*, des logements en dur c'est-à-dire en béton construits généralement à l'entrée principale du quartier. La plupart d'entre eux sont équipés d'un étage ou deux. Des deux côtés de l'avenue principale, on peut les observer. Mais derrière eux sont construits des logements en dur et en tôle galvanisée moins bien positionnés. Au fur et à mesure qu'on entre dans le bidonville, on ne voit que ces logements, c'est-à-dire des maisons en béton et en tôle. À l'extrémité de ces quartiers, on découvre des taudis construits à partir des matériaux de récupération.

Le prix du loyer est variable, selon le type de logement. Dominique Mathon, en référence au prix du logement dans plusieurs quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, parle de « loyers élevés pour un toit de masure » :

« Près de la Route Nationale, les pièces sont affermées à deux mille gourdes (2 000) pour six mois. Près de la mer on peut trouver une petite pièce pour mille deux cent cinquante (1 250) gourdes ou mille cinq cents (1 500) gourdes si les murs sont en blocs. Si les murs sont en tôle ou avec d'autres matériaux de récupération, le loyer est de sept cent cinquante (750) gourdes.

La petite pièce est affermée sans aucun service : pas d'eau, ni d'électricité, ni de canalisations, ni de latrines, ni de cuisine, ni de douche. Le parquet est le plus souvent en terre. Pendant les saisons pluvieuses, l'eau apparaît sous la maison (*dlo a souse nan kay la*) [[9]](#footnote-9) ».

Le prix du loyer peut être trimestriel, semestriel ou annuel dans ces quartiers. Les locataires n'arrivent pas toujours à payer leur bail à temps. Il n'y a pas de régie du logement en Haïti. Si elle existait, il faut bien se demander si elle s'étendrait jusqu'aux quartiers précaires. La plupart des maisons construites dans ces quartiers ne sont pas habitées par leur propriétaire. Certaines familles, ayant habité dans le bidonville, sont allées vivre dans un autre quartier moins stigmatisé et louent le logement qu'elles possédaient dans le bidonville. Dans certains cas, c'est le loyer de la maison du bidonville qui aide à payer le bail de l'autre quartier. Les quartiers précaires avec leur type d'habitat présentent les caractéristiques suivantes :

- L'accès à l'eau est difficile autant en quantité qu'en qualité

- Il n'y a pas de point d'eau. Rares sont ceux qui disposent de borne-fontaine

- Les habitants de ces quartiers consomment peu d'eau : environ 5 à 6 litres d'eau par jour. C'est de l'eau achetée et payée à de petits revendeurs ou à des voisins

- Dans bien des cas, l'eau coute plus cher dans les bidonvilles comparativement à d'autres quartiers dits résidentiels

- L'accès aux maisons est difficile, les passages étant trop étroits

Voyons spécifiquement comment la population des quartiers précaires se débrouillait pour accéder à l'eau et d'autres services, ce qui devrait permettre de faire une comparaison avec les conditions de vie dans les sites d'hébergement spécifique.

Accéder aux services urbains de base dans les quartiers précaires à partir des initiatives de la population

Dans certains quartiers, les populations ont développé ce que j'appelle de bonnes pratiques pour accéder à l'eau, à l'électricité et à l'assainissement. De même, au temps de l'insécurité entretenue par des voleurs, dans plusieurs quartiers, les habitants ont mis sur pied des brigades de vigilance en vue d'assurer la sécurité publique. Je voudrais considérer point par point chacun de ces domaines afin d'analyser les stratégies collectives des populations pour faire face à la précarité des conditions de vie.

Alexandre Duyck envoyé spécial à Port-au-Prince en Haïti pour le Journal du dimanche (JDD) intitule son article : « J*e prie Dieu pour qu'il pleuve* ». Il cite le cas de Jalousie, un quartier situé en périphérie de Pétion-Ville. Dans ce grand bidonville comme partout ailleurs en Haïti, dit-il, personne, à part une minuscule minorité, n'a accès à l'eau. « Pas de robinet, pas de toilettes, pas de douche, rien que des bidons entreposés dans un recoin d'une maison misérable. Du coup, quand l'eau surgit, livrée par camions-citernes ou jaillissant de fontaines municipales ouvertes durant deux heures, pas de temps à perdre ». Et ce n'est pas faux, les quartiers populaires ne sont qu'irrégulièrement desservis par les services municipaux. La Direction nationale de l'eau potable (DINEPA), ci-devant Centrale autonome métropolitaine de l'eau potable (CAMEP) ne parvient pas à desservir tous les quartiers, spécialement les bidonvilles. Pour faire face à cette situation, dans bien des quartiers, les habitants se regroupent en association, entreprennent des démarches auprès de la CAMEP et de certaines organisations humanitaires afin d'amener l'eau dans leur quartier. Cette eau est gérée par des comités de citoyen qui s'assurent de sa distribution. Ils réussissent à payer la facture de la DINEPA et à rémunérer ceux qui travaillent dans la vente de l'eau. C'est vrai, c'est une façon particulière d'accéder à un service public, mais je pense que c'est une bonne pratique des habitants des bidonvilles avant le séisme.

Il en est de même de l'électricité. Dans des quartiers tels que Cité de l'Éternel, Cité Plus, Jalousie, entre autres, face à l'incapacité avérée de l'Électricité d'Haïti (EDH) de desservir la population, des comités ont été mis sur pied. Ils sont appelés « *komite Kouran* ». Ce comité a pour fonction, entre autres, d'organiser des levées de fond, d'entreprendre des démarches auprès des instances concernées afin d'amener le courant électrique dans son quartier. Une fois fait, les membres s'assurent de la distribution du courant à l'aide de câbles, de poteaux et d'autres accessoires achetés à partir des fonds ramassés lors de la levée de fonds. Par exemple, à Descayettes, quartier populaire situé au sud-ouest de Port-au-Prince, la ***Sosyete nèg Lakay*** (SNELAK) est une association de citoyens et de citoyennes qui se chargent d'offrir des services urbains non pris en charge par l'État dans le quartier. Elle se charge de la distribution de l'eau, de l'électricité, des soins de santé, du ramassage des ordures dans tout le quartier et même dans les quartiers avoisinants tels que *Savane Pistache* et *Caridad.* Ces associations constituent donc des structures intermédiaires entre les organisations humanitaires, des institutions publiques et les résidents des quartiers. Elles ont une certaine expertise dans la gestion de la précarité.

Le Service métropolitain de collection des résidus solides (SMCRS) est une institution autonome de l'État, à l'instar de la CAMEP devenue DINEPA. Cette institution n'arrive pas à desservir toute la population, notamment celle des quartiers précaires. Il n'y a pas de service de curage des canaux, des égouts, des fosses septiques et des latrines. Évidemment, rares sont les quartiers précaires qui disposent d'un système de drainage. Les habitants jettent leurs ordures généralement dans la rue ou dans des ravins. Mais dans certains quartiers, les jeunes savent s'organiser pour faire le nettoyage. Il s'agit de campagne de nettoyage ponctuelle : les membres d'une ou de plusieurs associations du quartier planifient de faire du nettoyage à une date précise. Préalablement, ils entreprennent des démarches en vue d'obtenir des matériels à cet effet : pelles, brouettes, râteaux, bottes, afin de réaliser le travail. Après cette journée, ils guettent tous ceux qui s'arrogent le droit de jeter des ordures dans la rue, jusqu'à ce que tout redevienne comme avant.

En effet, par rapport à des services urbains tels que l'eau, l'assainissement, l'électricité et les services de santé, les citoyens mettent en place des structures intermédiaires qui servent de courroie de mobilisation et de sensibilisation autour des problèmes posés par la rareté ou le manque d'eau, d'électricité et de camion de ramassage des ordures. Leur stratégie consiste, après avoir formé l'organisation, à entreprendre des démarches auprès des instances concernées pour mettre ces services à la disposition de la population. Dans plusieurs quartiers précaires de la capitale, avant le séisme, des individus s'organisaient eux-mêmes en vue de trouver des solutions alternatives à ces problématiques.

En ce qui concerne les marchés publics, c'est-à-dire les espaces d'échange des produits, là où la Mairie ne fait pas construire un édifice à la disposition des marchands, les habitants des quartiers créent un lieu d'échange. Presque tous les quartiers précaires de Port-au-Prince sont équipés d'un marché. Il y en a qui sont dotés d'un marché officiel construit par les autorités municipales ou le pouvoir exécutif.

Encadré 1. Liste des marchés informels par quartiers précaires

|  |  |
| --- | --- |
| **Quartiers** | **Marchés informels** |
| Carrefour-Feuilles | Marché des dalles, marché Caridad, marché carrefour Saintus. |
| Cité de l'Éternel, Martissant | Marché Nirvana, marché des poissons, marché-mango |
| Fort national, Avenue Poupelard Poste-Marchand | Marché Poste-Marchand |
| Quatrième Avenue | Marché quatrième avenue |
| Croix des prés | Marché de la Croix des prés |
| Ravine Pintade | Marché Ravine Pintade |

Source : élaboration de l'auteur

La liste serait bien trop longue, si je devais parler de chaque quartier ou bloc de quartier avec son marché. Dans ces marchés informels, il n'y a aucune structure de vente. Les marchands, majoritairement des femmes, érigent leurs tréteaux ou étalent à même le sol leurs marchandises. Il n'y a aucune supervision des autorités chargées de veiller sur la santé de la population. Les échanges ont lieu dans des conditions d'hygiène qui laissent à désirer, mais c'est là une des sources principales de subsistance des personnes.

Des stratégies de survie dans les quartiers précaires  
avant le séisme

Les populations des quartiers précaires vivaient particulièrement des activités de débrouille définie comme des activités informelles de subsistance. Dans un essai sur les stratégies de survie à Cité de l'Éternel, Ilionor Louis (2009) a identifié deux catégories de stratégies de subsistance des populations de ce bidonville : les stratégies individuelles et les stratégies collectives. Parmi les stratégies individuelles, il cite « le « brassage [[10]](#footnote-10) », le « racket financier [[11]](#footnote-11) » le « sol », la loterie, le petit commerce informel, la vente de la nourriture cuite et les petits ateliers professionnels ».

Racket financier, sol, commerce informel constituent la catégorie d'activités entreprises pour avoir un certain revenu de subsistance. Les racketteurs financiers sont des usuriers qui prêtent de l'argent à des taux élevés se situant entre vingt à vingt-cinq pour cinq cent. En d'autres termes, celui qui prête 500 gourdes à une petite marchande exige 25 gourdes d'intérêt par mois sur son capital. Certains exigent moins, c'est-à-dire vingt gourdes. C'est en recourant aux racketteurs que petits commerçants arrivent à entretenir leur commerce. Dans les quartiers précaires, on dirait que chaque logement est un lieu de commerce. Les personnes vendent toutes sortes de marchandises : la fripe en provenance des États-Unis et du Canada (spécialement Montréal, Québec), des boissons alcoolisées, des boissons gazeuses, des fritures, de la nourriture dans des restos d'occasion, des chaussures neuves et usagées, des matériels électroniques d'occasion dits « pèpè » en provenance des États-Unis aussi, de la cigarette, des disques et vidéos piratés, des accessoires pour automobile, des cartes de recharge ou des minutes de téléphone, etc. Certains marchands, ne disposant pas de capital, achètent des produits à crédit aux fins de tirer un certain bénéfice après la vente et de rapporter l'argent au propriétaire du business. Des vendeurs de boissons gazeuses, des marchandes ambulantes de produits vendus dans des supermarchés ou des entrepôts, se situent dans cette catégorie. Ils n'ont pas droit à l'erreur, vivent un jour à la fois. S'ils tombent malade c'est tout leur ménage qui en souffre.

En ce qui concerne le commerce de la chance, dans tous les quartiers précaires, on trouve une infinité de guérites de vente des billets de loterie communément appelée « *borlette* » en Haïti. Ces guérites sont généralement des filiales d'une grande agence de vente appelée centrale de *borlette*. La centrale porte généralement le nom de son propriétaire. Il doit y avoir plus de guérites de vente de ces billets de loterie que d'écoles dans les bidonvilles de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Le tirage de la loterie haïtienne est branché sur celui de New York et de Chicago. Il y a deux tirages par jour : l'un à midi et l'autre, le soir. Trois lots gagnants sont sortis sur une centaine à chaque tirage. L'acheteur espère gagner cinquante, vingt ou dix gourdes par l'achat d'un numéro à une gourde. En principe, les guérites de vente de ces billets n'appartiennent pas toujours aux pauvres mais plutôt à des individus disposant d'un certain niveau de revenu. Selon un vendeur de billet questionné dans un des bidonvilles, les propriétaires des centrales de *borlette* ne perdent jamais. Il y a dans ces quartiers de petits vendeurs autonomes qui se débrouillent à qui mieux mieux pour subsister.

Par rapport aux stratégies collectives, l'auteur cite ce qu'il appelle « le commerce de la foi », et la formation d'organisation ou de « comités de quartiers-bidon ». Le commerce de la foi renvoie à la stratégie de création d'église par des individus qui se présentent comme des pasteurs. Ces derniers louent une maison, commencent par développer des activités religieuses comme le jeûne ou les réunions de prière afin d'attirer une clientèle de fidèles dont la majorité est constituée de personnes en situation de détresse socio-économique. Le berger fait payer la dîme, des offrandes, utilise son église comme école fréquentée en principe par les enfants des fidèles de son église. Parfois, si sa femme est auxiliaire de santé ou infirmière, il ouvre une clinique aux consultations. Ça fonctionne comme une petite entreprise. Mais le pasteur n'habite pas nécessairement dans le bidonville. Il a son business dans le quartier, y est fréquemment particulièrement pour les services religieux ou bien pour gérer son école quand il y en a une.

Problématique de l'éducation et de la santé

Tous les quartiers ne disposent d'une école nationale, dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Les parents doivent acheter ce que nous appelons le pain de l'éducation, or, ils ne sont pas tous solvables. Pour tenter d'apporter une solution à ce problème, des écoles communautaires ont été créées où les parents des enfants paient une contribution modique. Les écoles communautaires sont des écoles où les parents font un versement annuel. Elles ne sont pas toujours en bon état. Par exemple, l'école communautaire de Cité de l'Éternel accueille 300 enfants, selon un travailleur communautaire de la Cité. Elle a été construite en 1996, à l'initiative des membres de l'organisation « ***Men Kontre*** ». Au début, les responsables de cette école communautaire recevaient l'aide de certaines organisations internationales. Les parents ne payaient que 75 gourdes l'an. Mais aujourd'hui, l'aide a été coupée, les enfants apprennent dans des conditions de précarité : les salles sont étroites, les bancs ne sont pas de qualité et les conditions d'hygiènes laissent à désirer.

Pour une population, de 40 000 personnes, il existerait trois écoles communautaires à Cité de l'Éternel. Mais Alix Laroche [[12]](#footnote-12) fait remarquer que sur ces trois, une seule serait vraiment une école communautaire, celle où les parents paient 250 gourdes. Les propriétaires des deux autres se cacheraient derrière l'étiquette d'école communautaire pour régler leurs propres affaires. Selon Laroche :

Selon une étude réalisée par l'Organisation ***Solidarités***, dans certains bidonvilles, l'école privée la plus chère exige aux parents des frais de 2500 gourdes par an et 750 gourdes la mensualité. Dans les écoles dites communautaires, les parents doivent payer entre 150 gourdes à 250 gourdes par mois [[13]](#footnote-13). Il n'y a pas de frais d'entrée. Il n'y a pas vraiment d'uniformité par rapport au prix de la formation scolaire

L'étude de Solidarités révèle que dans un quartier comme Carrefour-feuilles, particulièrement à Descayettes, quarante pour cent des enfants seraient scolarisés en primaire, tandis que le pourcentage est de 59% pour le Sanatorium. Au secondaire [[14]](#footnote-14), les taux sont respectivement de 74% et de 81%. Face à l'absence d'école nationale ou bien au manque de place dans une école nationale quelconque les parents choisissent d'immatriculer leurs enfants dans des écoles privées ou communautaires. Généralement, les enfants d'un quartier ne sont pas immatriculés dans les écoles du quartier. Les parents choisissent de les inscrire dans des écoles situées hors du quartier.

Dans beaucoup de quartiers de Port-au-Prince, les enfants ne vont pas à l'école pour plusieurs raisons : la situation socio-économique des parents, le manque de place dans les écoles publiques et des craintes exprimées après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Dans l'étude sur le profil des quartiers de Carrefour-Feuilles réalisée par ONU-Habitat et d'autres organismes, on peut lire ceci : «

« Les conditions de scolarisation des enfants dans les quartiers sont généralement peu satisfaisantes. Face à ces difficultés, au manque d'organisation et souvent de places, certains parents ne font même pas l'effort d'inscrire leurs enfants. Plusieurs responsables d'écoles du secteur ont constaté, à l'occasion de la rentrée 2011, qui doit marquer la reprise du fonctionnement du système scolaire sur l'ensemble du pays, un certain nombre d'absences, plus ou moins permanentes, d'enfants connus des établissements. »

L'accès aux services de santé reste un problème majeur pour les populations des quartiers précaires. Dans une étude réalisée par la Commission Économique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPAL) sur des quartiers de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, des habitants participant à des ateliers de Focus group, relèvent plusieurs problèmes d'accès aux services de santé :

- L'inexistence de centre de santé publique proche de la population

- La distance à parcourir pour accéder au centre hospitalier public

- La cherté de la santé quant aux prix des consultations médicales et des médicaments

- Des services de santé de base vendus dans des dispensaires ou des cliniques privées que la clientèle n'est pas toujours en mesure d'acheter (CEPALC, 2005)

Dans presque tous ces territoires, les habitants, notamment les plus pauvres, recourent à des services de guérisseurs traditionnels et de Sages-femmes. Les guérisseurs traditionnels sont respectivement des prêtres vodous communément appelés « hougans », des masseurs (notamment pour soigner des personnes victimes de fracture ou de bris d'un membre quelconque. Dans les quartiers populaires, les maladies sont généralement attribuées à des causes surnaturelles, ce qui confère aux guérisseurs traditionnels un certain pouvoir. Ils sont généralement consultés par les membres de la famille de la personne malade. Par rapport aux femmes enceintes, dans des endroits où il est difficile de leur faire sortir quand elles sont prêtes à l'accouchement, on recourt aux sages-femmes. Dans bien des cas, c'est la sage-femme qui est à la portée du ménage, autant pour la proximité que pour les prix (ces prix sont indiqués dans le rapport des ateliers de Focus group annexés à la présente étude).

Les conditions de vie dans les quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince sont des plus déplorables à tous les niveaux : accès à l'eau, assainissement, électricité, logement, éducation et santé entre autres. On dirait que ce ne sont pas des citoyens comme les autres dans cette république qui consacre l'égalité de tous au moins devant la loi. L'important n'est peut-être pas de se limiter à les décrire mais à chercher à savoir comment et pourquoi ils vivent ainsi - et surtout pourquoi ils acceptent de vivre dans de telles conditions. Cela pourrait être l'objet d'une autre recherche. Alors, est-ce que les personnes originaires des bidonvilles, contraintes d'aller vivre dans des sites d'hébergement spécifique, connaissent des conditions de vie meilleures ou pires que celles vécues dans les bidonvilles avant la catastrophe ? Dans la partie suivante, nous présentons les résultats de notre enquête suivis d'une analyse des facteurs qui influencent positivement ou négativement les conditions de vie dans les camps.

Des bidonvilles aux camps.  
**DEUXIÈME PARTIE**

Chapitre 4

Le choc du 12 janvier 2010 :  
quelle thérapie possible ?



[Retour à la table des matières](#tdm)

Toutes les dépêches, tous les rapports, tous les reportages effectués sur le tremblement de terre aboutissent à la conclusion selon laquelle Port-au-Prince et d'autres villes d'Haïti ont fait face à un choc terrible, une catastrophe épouvantable. L'équipe « Perspective monde » de l'université de Sherbrooke affirme ceci :

« Un choc d'une magnitude évaluée entre 7 et 7,3 sur l'échelle de Richter provoque un véritable désastre, détruisant des milliers de bâtiments et faisant, selon des estimations qui se précisent dans les semaines suivant le drame, plus de 200 000 morts. L'état d['urgence](http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1496) est proclamé, mais le chaos règne à tous les niveaux. Le [gouvernement,](http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1495) le système de santé ainsi que les services d'approvisionnement en besoins fondamentaux sont complètement désorganisés, particulièrement à Port-au-Prince 18 »

Dans une dépêche pour le Magazine Carto, Mathias Strobel parle de l'ampleur de la catastrophe mais attribue ses ravages à la vulnérabilité du pays. Selon Strobel, c'est la pauvreté qui explique ces dégâts causés par le séisme.

« Un important tremblement de terre, de magnitude 7 sur l'échelle de Richter, a frappé Haïti le 12 janvier 2010. Le séisme a causé des dégâts gigantesques, avec plus de 200 000 morts et 1,3 million de sans-abri.

Selon l'USGS, l'United States Geological Survey, on recense chaque année sur la Terre une quinzaine de séismes de cette amplitude (entre 7 et 7,9 sur l'échelle de Richter). Mais, dans le cas d'Haïti, petit État francophone de la Caraïbe peuplé de 10 millions d'habitants, c'est surtout l'absence d'infrastructures antisismiques et le faible niveau de développement économique qui expliquent un tel bilan humain [[15]](#footnote-15) ».

Dans un document dénommé « *Post Disaster Needs Assessment*» (PDNA) produit par le gouvernement de la République, de concert avec la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le système des Nations-Unies et la Commission européenne, il est dit : le tremblement de terre du 12 janvier 2010 est le « plus puissant séisme qui a frappé le pays depuis 200 ans. L'hypocentre du séisme était proche de la surface terrestre (10 km de profondeur) et son épicentre était proche de la ville de Léogâne, à environ 17 km au sud-ouest de la capitale de Port-au-Prince dans le Département de l'Ouest. Les effets ont été ressentis dans les Départements de l'Ouest, du Sud-Est et des Nippes. La zone métropolitaine de Port-au-Prince (incluant les communes de Port-au-Prince, Carrefour, Pétion-ville, Delmas, Tabarre, Cité Soleil, et Kenscoff) a subi des dégâts extrêmement importants. La ville de Léogâne a été détruite à 80% ».

La catastrophe a eu des impacts sur le plan humanitaire, sur les infrastructures et sur l'environnement. L'encadré suivant est une synthèse des pertes et des dommages causés par la catastrophe du 12 janvier. Il faudrait peut-être prendre ces données pour ce qu'elles sont, dans un contexte caractérisé par des difficultés de faire une évaluation exhaustive des pertes et dommages réels causés par ce choc.

|  |
| --- |
| **Encadré 1. Impacts de la catastrophe au triple plan humain, infrastructurel et environnemental**  Haïti : résumé du PDNA du tremblement de terre. Évaluation sectorielle des dommages, des pertes et des besoins.  **L'impact humain**  L'impact humain est immense. Environ 1,5 millions de personnes, représentant quinze pourcent de la population nationale, ont été affectées d'une façon directe. Plus de 220 000 ont perdu la vie et plus de 300 000 ont été blessées. Environ 1,3 millions vivent dans des abris provisoires dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Plus de 500 000 ont quitté les zones sinistrées pour trouver refuge dans le reste du pays. Il en résulte donc une exacerbation des difficultés déjà existantes pour l'accès à la nourriture et les services de base. En frappant au cœur l'économie et l'administration haïtienne, le séisme a touché de façon aigue les capacités humaines et institutionnelles des secteurs public et privé, ainsi que des partenaires techniques et financiers internationaux et de certaines Organisations Non Gouvernementales (ONG).  **L'impact sur les infrastructures**  La destruction des infrastructures est massive. Environ 105 000 résidences ont été totalement détruites et plus de 208 000 endommagées. Plus de 1 300 établissements d'éducation, plus de 50 hôpitaux et centres de santé se sont effondrés ou sont inutilisables. Le port principal du pays est rendu partiellement inopérant. Le Palais présidentiel, le Parlement, le Palais de Justice, la majorité des bâtiments des Ministères et de l'administration publique détruits.  **L'impact sur l'environnement**  Alors que les indicateurs environnementaux étaient déjà au rouge, le séisme est venu augmenter la pression sur l'environnement et les ressources naturelles conduisant à une extrême vulnérabilité de la population haïtienne. |

Le gouvernement de la république estime à plusieurs centaines de millions de dollars les pertes et dommages causés par la catastrophe. Elles concernent trois secteurs :

- Les secteurs sociaux,

- les infrastructures

- les secteurs productifs

Les pertes dans chacun de ces secteurs sont estimées à des centaines de millions de dollars. Les secteurs sociaux comprennent la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Les pertes dans ces secteurs sont estimées à 1 374.8 millions de dollars dont 49.2% en dommages et le reste comme pertes. Quant aux infrastructures, elles regroupent le logement, les transports, les télécommunications, l'énergie, l'infrastructure urbaine et les télécommunications. Les dommages dans ces secteurs sont estimés à 3 160,5 millions de dollars en dommages et 1389.3 en pertes. Les secteurs productifs paraissent les moins affectés en termes de dommages estimées 397.1 millions de dollars et de pertes estimées à plus de 933 millions.

**Tableau 1. Synthèse des dommages et pertes occasionnés par la catastrophe du 12 janvier (en millions de dollars étatsuniens)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Principaux secteurs | Estimations des dommages (en millions de dollars étatsuniens | | | Estimation des pertes (en million de dollars étasuniens) | | |
| Public | Privé | Total | Public | Privé | Total |
| Environnement et gestion des risques et désastres | 3 | 0 | 3 | 321.4 | 175 | 496,4 |
| Secteurs sociaux | 153,8 | 522,4 | 676,4 | 197,8 | 500,6 | 698,3 |
| Infrastructures | 621.9 | 2538.6 | 3160,5 | 868.7 | 520.6 | 1389,3 |
| Secteurs productifs | 3,1 | 394,0 | 397.1 | 0 | 933,3 | 933,3 |
| **Total** | **781,8** | **3455,0** | **4237,0** | **1387,9** | **2129,5** | **3517,3** |

Source : Élaboration de l'auteur à partir des données contenues dans le résumé du PDNA 2010

Ce tremblement de terre est particulièrement meurtrier pour le secteur privé haïtien autant en termes de dommages que de pertes. Les pertes de ce secteur sont estimées à plus de 60% des pertes totales occasionnées tandis que les dommages représentent 81.54%. Il faut absolument, dans le cadre de la reconstruction du pays, renforcer le secteur privé. Mais faut-il le faire au détriment de l'État ? N'y a-t-il que deux secteurs affectés par cette catastrophe ? Les dommages et pertes enregistrés dans les quartiers populaires font-ils partie de ces calculs ? Nous ne pouvons malheureusement pas répondre à ces questionnements dans cette étude. Mais d'aucuns affirment que les dommages et pertes causés par le séisme sont dus à la pauvreté. Il ne fait pas de doute que le séisme a détruit plus de vie dans les zones vulnérables, les quartiers précaires que dans les milieux aisés. Et comme il y a plus de pauvres que de riches à Port-au-Prince, ça va sans dire que la catastrophe a tué plus de pauvres que de riches. Moins d'un mois après le séisme les secours se sont organisés partout pour venir en aide à la population haïtienne meurtrie par la catastrophe. Quels sont les rapports développés par les acteurs humanitaires avec ces populations ?

Comment alors se présente la situation pour les populations haïtiennes victimes du tremblement de terre ? Se sont-elles passées de la pauvreté au dénuement total avec ou non une certaine possibilité de se recapitaliser socialement, de se procurer à nouveau les moyens de leur autonomisation ?

Conditions de vie sous les tentes  
au regard des droits humains : la FIDH

Selon la Fédération Internationale des Droits Humains (FIDH, mai 2010), les conditions de vie sous les tentes sont caractérisées par les indicateurs suivants :

1) Une promiscuité insoutenable dans laquelle dix à quinze personnes s'abritent sous des tentes qui se touchent sans aucune intimité ;

2) Une précarité extrême des abris « bricolés » avec des tiges en bois recouverte de bâches en plastique, placées dans des sites inondables. Les pluies transforment le sol en cloaque très rapidement ;

3) Une insécurité croissante causée par les conditions de promiscuités, et par l'absence quasi-générale de forces de police à l'intérieur ou à proximité des camps - parfois 10,000 à 50,000 personnes ;

4) Très grande vulnérabilité des femmes et des enfants exposés aux risques de violences, de viols et d'abus sexuels. Cette exposition est renforcée par l'absence de lieux adéquats pour déposer plainte, le plan de représailles de la part d'individus qui vivent dans le même camp, le manque de confiance dans la justice aussi qui dissuade les victimes à dénoncer ces injustices ;

5) Une insalubrité préoccupante dans les camps sous équipés. Ce qui est renforcé par l'insuffisance de latrines : soit une latrine pour 100 personnes en moyenne ;

6) Absence de suivi spécial (médical, social et psychologique) pour les victimes les plus fragiles et les plus traumatisés : enfants devenus orphelins sans protection familiale, personnes amputées ou blessées, personnes âgées seules qui dépendent uniquement de l'entraide des habitants du camp pour leur survie ;

7) Une très grande incohérence et iniquité dans la distribution de l'aide alimentaire. Entre les grandes ONG internationales, la non-coordination est couplée de l'improvisation.

La FIDH a tenu de rappeler que les droits humains ne se réduisent pas au seul respect des libertés civiques et politiques mais aussi aux droits économiques, sociaux et culturels. La prise en compte des droits humains dans la reconstruction sous-tend :

• Le respect de la dignité des victimes ;

• La protection des vulnérables dont les droits fondamentaux sont susceptibles d'être violés : violences sexuelles, physiques, maltraitance et non accès à l'aide ;

• Le droit d'être informé des plans de transferts et de relocalisation ;

• La valorisation des initiatives des femmes et des jeunes de recréer des liens sociaux ;

• L'accès garanti au logement, à la terre, au crédit en veillant à ce qu'il n'y ait pas de discrimination à l'encontre des femmes ou des groupes socialement minoritaires.

Comment alors se situent les interventions des ONG et de l'Etat dans leur rapport au constat de ces conditions de vie inhumaines et à l'instauration des droits humains ? Il est bon ici de revisiter le discours et les pratiques des acteurs. Parmi ceux-ci, un rapport de la *Vision mondiale internationale* (2011) fait le point.

Des conditions de promiscuité, d'insécurité  
et d'insalubrité aux conditions acceptables :  
un bilan de la Vision Mondiale Internationale  
fait le point

Selon la Vision Mondiale Internationale, ses interventions immédiates après le séisme se font en trois étapes :

1) Distributions de vivre à 471,000 personnes, mise en place d'espaces pour enfants, distribution d'eau potable et installations de latrines à Port-au-Prince pendant le premier mois ;

2) Pendant un mois à six, ses actions consistaient en éducation préscolaire, soutien nutritionnel aux mères et bébés, aide psychologique aux personnes dépressives et production de soins vitaux dans 15 camps par le moyen de dix (10) cliniques ainsi que la poursuite de distribution d'eau, de denrées non alimentaires ;

3) Poursuite de distribution de fournitures d'urgence et grands projets d'installation d'abris provisoires pour des milliers de famille au cours de la deuxième année post-tremblement de terre.

Vision Mondiale internationale note qu'au « moins 550 000 personnes souffrent encore aujourd'hui des conditions de promiscuité, d'insécurité et d'insalubrité des camps de la capitale » (p. 2). Cela suppose que les personnes ayant bénéficié de ses grands projets sont aujourd'hui épargnées par ces maux. Ainsi résume-t-elle le bilan de ses actions : « en deux ans, notre travail a permis à des centaines de milliers de personnes d'avoir un toit, de la nourriture, de l'eau et de bénéficier de conditions sanitaires et sécuritaires acceptables » (VMI, 2011 : 2).

Ce qui est absent dans ce rapport est une description des caractéristiques des abris construits pour permettre aux lecteurs d'apprécier les nouvelles conditions de vie des personnes et familles relocalisées. Par contre, le nombre total d'activités dans chaque domaine d'intervention ne manque pas de gonfler chaque page dudit rapport. Par exemple, on note que pour la seule année 2011, 99 900 personnes ont bénéficié de programmes de transfert monétaire (rémunération du travail en espèces, transfert d'argent) totalisant 8 millions de dollars américains injectés dans l'économie locale (p. 3).

Prenons un exemple de sa réalisation à l'intention des enfants et jeunes qui représentent 1,5 millions de victimes du séisme. Au moins 2068 enfants ont été repérés et enregistrés sur deux ans. Ils ont bénéficié « d'un lieu sûr où jouer, apprendre et recevoir un soutien psychosocial ». Au total, 7 731 enfants dont 3 756 filles ont profité de cet espace construit. La description des types de soins qui leur sont fournis est toujours absente. On apprend, toutefois, que 17 espaces de développement de la petite enfance (EDPE) desservant près de 1200 enfants ont été construits et les préparant à entrer dans le système éducatif formel. Aussi une école primaire de 15 classes a-t-il été construite sur le site de Corail Cesselesse pendant que deux écoles sont réparées à Croix-des-Bouquets et plus de 30 équipées à Croix-Des-Bouquets et à Tabarre.

Dans le domaine de logement qui constitue un indicateur central de la qualité de vie, Vision nouvelle dresse le bilan : « le séisme a laissé un Haïtien sur dix sans abris, environ 105 000 maisons ont été détruites et 208 000 autres endommagées ». Le bilan fut 1,2 millions de personnes sans abri, réfugiées dans les camps d'urgence. Cependant, l'indisponibilité des terres pour reconstruire s'est révélée être un problème crucial à résoudre.

À cette fin, Vision mondiale a offert un programme d'aide au logement et à la relocalisation des familles sinistrées : « les bénéficiaires reçoivent $500 US pour couvrir les frais de location ou d'amélioration de leur maison, 400 $ US d'aide aux moyens de substance et à l'éducation, ainsi qu'une formation commerciale ou de préparation à la vie active. Ce programme permettra aux familles déplacées d'accroitre leur capacité de subvenir à leurs propres besoins une fois hors des camps » (VMI, 2001 : 10).

Alors, est-ce une bourse à l'invisibilité sociale qui est octroyée aux familles ? On espère qu'elle leur permettra de capitaliser dans un an pour pouvoir payer le loyer et assurer leur activation dans le secteur informel (autonomisation). C'est donc la lourde exigence faite aux pauvres victimes du tremblement de terre.

Parallèlement, la question d'infrastructures de substitution aux camps insurgés est envisagée. Vision Mondiale a développé un programme d'abris de transition au bénéfice de 2 700 familles dont 1187 dans le campement de Corail et 1410 sur l'île de la Gonâve et 185 dans la région de Calebasse. L'organisme ne dit un mot sur leur caractéristique tout en rappelant que « 98% des bénéficiaires sont très satisfaits » (VMI, 2011 : 12). En plus, il a construit, soit 12 abris-Transition en guise d'espace pour enfants et de centres d'apprentissage pour jeunes enfants, soit une école primaire à Corail et la réhabilitation de quatre centres de santé pour desservir 40 000 personnes.

Entre autres, deux domaines d'interventions de Vision Mondiale internationale retiennent l'attention : celui de la santé dans les camps et celui des risques de protection.

Dans le domaine de santé, les interventions sont surtout portées sur la distribution de médicaments essentiels et les soins psychologiques. On note que « 17 travailleurs communautaires bénévoles, 120 enseignants et 225 employés de Vision mondiale ont été formés aux premiers secours psychologiques » (p. 24). On ne sait rien sur le type de formation et les types d'interventions auxquelles les intervenants sont habilités. Il semble toutefois qu'une sorte de thérapie de groupe à l'intention des personnes handicapées participant à des discussions thématiques en ait été au cœur.

Face à l'épidémie de choléra éclatée en décembre 2011, la stratégie consistait à établir des lignes de traitement de cas légers (44 postes communautaires de réhydratation orale et la transmission des cas modérés et graves dans les Unités de Traitement de Choléra (UTC). Une importance particulière a été accordée à la prévention. Et là, l'action de la Vision Mondiale a aidé à la distribution de « l'eau propre » plutôt que de l'eau potable, à l'installation de postes de lavage de mains dans les écoles, les espaces pour enfants et à la formation des ménages et bénévoles en santé communautaire.

« Vision Mondiale a acheminé par camion 188 millions de litres d'eau propre vers les camps de déplacés et a monté 94 réservoirs de stockage d'eau. D'autres distributions relatives à l'approvisionnement en eau incluent : 228 filtres à eau ; près de 41 900 conteneurs de stockage d'eau ; 8,9 millions d'*aquatabs* (comprimés de purification d'eau) » (VMI, 2011 : 27). Elle a aussi construit 700 latrines et 600 douches, dit-elle. Ce sont là des types d'interventions dominantes nonobstant la construction de quelques points de captage de sources d'eau conduites vers des bonnes-fontaines dont chacune desservira jusqu'à 450 familles. Selon l'organisme, il a aussi contribué à la « mise en place des projets de drainages, de contrôle des moustiques et de collecte des déchets pour prévenir la propagation des maladies d'origine hydrique » (p. 31). Elle a mis en place des comités de santé et d'hygiène dans les camps de déplacés.

Force a été de constater, selon Vision Mondiale, que les principaux risques de protection sociale encourus par les personnes dans les camps de déplacés sont la « violence domestique, l'exploitation sexuelle et les abus de pouvoir exercés par les comités de camps » (p. 35). En réponse à quoi elle a institué un programme de formation de 237 dirigeants communautaires et de 140 membres des communautés ainsi qu'un projet de sensibilisation des membres aux droits de l'homme. En guise d'orientation future, est monté un programme de renforcement des capacités à l'intention des populations vulnérables en collaboration avec des organisations locales spécialisées dont dix organisations féminines.

On comprendra alors que des mesures de soulagement de la misère ont été réellement appliquées. On ne peut sous-estimer leurs effets. Cependant, elles sont bien loin de contribuer à restituer aux victimes des droits économiques, sociaux et culturels institués. Cette restitution est la tâche de même de la reconstruction nationale post-désastre. Que faire pour y parvenir ?

Le dialogue social comme médiation  
au relèvement post-désastre en Haïti

Entre les deux constats de la FIDH en Haïti, les conditions de vie sous les tentes et le plan de reconstruction élaboré sans participation sociale haïtienne, c'est un besoin urgent de dialogue social qui s'impose pour défaire ce que les rapports de forces ont érigé au fil de l'histoire et des années. Ainsi le plan de reconstruction est éprouvé par les critiques de la FIDH :

\* Points forts sont l'insistance sur l'aménagement du territoire et du développement local ainsi que la promesse de décentralisation et de renforcement de l'administration publique ;

\* Points faibles sont une place insuffisante à l'administration de la justice et à la réforme en profondeur de la justice.

La FIDH en profite pour faire le point sur les enjeux d'un dialogue social nécessaire dans un tel contexte. Elle déplore le fait que ce plan de reconstruction n'est pas assorti de consultations préalables avec les acteurs sociaux et politiques de la société nationale et propose des éléments pour un tel dialogue. Entre qui d'abord et sur quoi, agit-elle ? C'est un dialogue entre « Etat et société civile nationale d'une part, financeurs et opérateurs internationaux d'autre part ». Ces trois acteurs devront résoudre trois grandes questions fondamentales :

\* « Comment assurer un leadership haïtien sur les orientations stratégiques concernant la reconstruction nationale ;

\* Comment intégrer tous les acteurs de la société haïtienne dans ce processus de reconstruction en travaillant avec eux sur l'élaboration des projets de développement participatifs qui tiennent compte des ressources et besoins de terrain ;

\* Comment assurer une gestion efficace, transparente sans détournements des fonds consacrés à la reconstruction » (FIDH, 2010, pp. 20-21).

Quelles sont alors les lignes de réponses à ces questions ? Selon la FIDH, les réponses résident dans :

- « le renforcement considérable et une professionnalisation des structures pérennes de l'Etat Haïtien » non confondues avec le gouvernement et l'administration centrale ;

- L'appropriation des plans de reconstruction et de développement par tous les Haïtiens qui doivent viser l'intégration nationale basée sur la justice ;

- La création des mécanismes de coordination de l'aide entre les différents acteurs (ONG), en fonction de priorités haïtiennes ;

- L'instauration des mécanismes de contrôle citoyens sur l'affectation et l'utilisation des fonds destinés aux plans d'investissement et d'aide d'urgence » (FIDH, p. 21).

**Des bidonvilles aux camps.**

Troisième partie

LES RÉSULTATS DE L’ENQUÊTE :  
CONDITIONS DE VIE  
DE LA POPULATION ÉTABLIE  
DANS LES CAMPS DE CANAAN,  
DE CORAIL CESSELESSE  
ET DE LAPISTE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Des bidonvilles aux camps.  
**TROISIÈME PARTIE**

Chapitre 5

Conditions de vie  
capacités de débrouille  
et marginalisation des populations  
de Canaan, de Corail Cesselesse  
et de La Piste



[Retour à la table des matières](#tdm)

Il n'y a pas de grand changement concernant la situation sociale des personnes relocalisés dans les nouveaux sites d'hébergement sinon que leur situation est presque similaire à celle vécue dans les bidonvilles. Elles sont plus vulnérables, par rapport à leur situation socio-économique et aux opportunités qui leur sont offertes pour subsister. Ainsi, dans cette partie de l'étude, nous faisons une synthèse des résultats obtenus de cette étude sur les conditions de vie de la population de ces trois sites en comparant leur situation d'avant et d'après le séisme.

Assainissement, logement et accès à l'eau

Parmi les principales caractéristiques des quartiers précaires, il faut compter un environnement malsain avec des piles de détritus non collectées, des rongeurs qui en font leurs repères, des canaux de drainage à ciel ouvert où stagnent des eaux couvertes de moustiques, des toilettes non curées, des mouches couvrant des aliments destinés à la consommation, des vidanges jetées çà et là entre autres. Dans les zones de précarité, il n'y a pas d'aménagement, la construction des logements n'obéit à aucune norme en la matière ; on n'y trouve aucun service. Quant à l'approvisionnement en eau, il demeure toujours un casse-tête notamment pour les personnes ou les ménages à faible revenu. Nous avons tenu compte de ces indicateurs dans le cadre de ces études, afin de nous faire une idée de la situation de la population nouvellement installée dans les sites en comparaison avec les conditions de vie avant la catastrophe.

Drainage et traitement des eaux usées

La problématique liée à l'assainissement n'a pas changé. Les déchets et les eaux usées ne sont pas toujours bien gérés. La population, pour s'en débarrasser, avant le séisme, les vidait dans les égouts, sur des terrains vides, dans la rue. Par exemple, avant le séisme, les ménages utilisaient en majorité la cour de leur maison pour évacuer les eaux usées (38.07%). À ces ménages, il faut ajouter presque autant (34.44%) qui se servaient des égouts pour s'en débarrasser. Les pratiques modernes d'évacuation des eaux usées (fosse septique) ne représentent que 27.49% des personnes enquêtées. Après le séisme, les ménages utilisent fréquemment le canal pour évacuer leurs eaux usées (63.14%), Il n'y a pas de système de drainage. Soit 21.15% de gens choisissent de déverser les eaux usées dans la cour en raison du fait qu'il n'y a pas de caniveau près de l'habitation.

Tableau 2. Mode d'évacuation des eaux usées avant et après le séisme

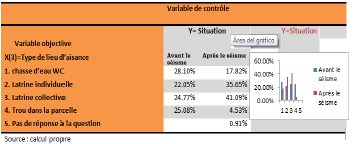
|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variable de contrôle | | | | | | |
|  | Y- Situation t f , ... i Y-Situation | | | | | |
| Variable objective |  |  |  | |  |  |
| X(2) = Mode d'évacuation des eaux usées | Avant le séisme | Après le séisme | 100 00% - |  |  |  |
|  |  |  | ■ Avant le séisme |  |
| 1. Versée dans la cour | 38.07% | 21.15% | 50.00% ■ | . 1 |  |
| 2. Versée dans la rigole | 34.44% | 63.14% | 0.00% - |  | ■ Après le séisme |  |
| 3. Versée dans lesfosses septiques | 27.49% | 15.11% |  | 12 3 4 |  |
| 4. Pas de réponse à la question | 0.60% | |  |  |  |  |

Source : calcul propre

Des lieux d'aisance

Le graphe suivant montre la situation des gens avant et après le séisme selon le type de lieu d'aisance utilisé par les ménages. 28.10% utilisaient une installation moderne à usage personnel située généralement à l'intérieur de la maison dans un cabinet prévu à cet effet et pourvue d'une cuvette et d'une chasse d'eau. C'est ce qu'on appelle les toilettes hygiéniques. Les résultats de l'enquête montrent qu'il n'y a pratiquement pas d'évolution après le séisme : 41,9% des ménages utilisent la latrine collective comme lieu d'aisance. Ceux qui ont accès aux latrines individuelles représentent 35.65% de l'ensemble de la population enquêtée. La chasse d'eau ou le water closet (WC) est très peu utilisée par les gens (17.82%). C'est à Canaan que cette infime minorité utilise des toilettes hygiéniques. Elles ne sont pas alimentées en eau. Les personnes utilisent un ustensile approprié pour l'évacuation. Certaines personnes ne répondent pas à cette question mais avec les latrines collectives construites par des ONG et qui ont été remplies et non nettoyées beaucoup de personnes se soulagent la nuit à même le sol ou dans des sacs en plastique jetables. Les personnes interviewées ont de la gêne à affirmer qu'elles s'adonnent à de telles pratiques.

**Tableau 3 : Types de lieux d'aisance**



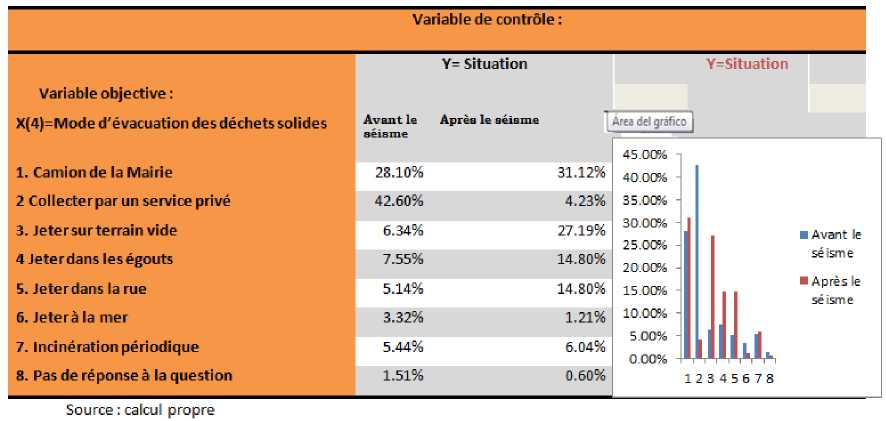
Source : calcul propre

De la gestion des ordures

Avant le séisme, le mode le plus utilisé pour l'évacuation des ordures des ménages était le ramassage par le camion de la Mairie (CNE) (28.10%) ou le ramassage privé (42.60%).

Le ramassage privé se fait par des ménages qui s'abonnaient à quelqu'un muni d'une brouette à ramassage de détritus. Ce procédé n'apporte pas de grand résultat car après avoir collecté les ordures chez les ménages, l'éboueur les dépose sur une pile au coin d'une rue quelconque. Ceci explique en partie les tas d'immondices dans les rues de Port-au-Prince. La tendance reste également la même tant avant qu'après le séisme. Et les mauvaises pratiques continuent : en effet, les ordures jetées sur les terrains vides représentent (27.19%), dans les égouts (14.80%) et dans la rue (14.80%). En somme plus de 55% de la population, après le séisme, ne s'adonnent qu'à de mauvaises pratiques pour se débarrasser de leurs vidanges. Ceci augmente les risques d'attraper des maladies contagieuses, chez cette population.

**Tableau 4. Mode d'évacuation des déchets solides**



Mode d'accès au logement

À Port-au-Prince, avant le séisme du 12 janvier, l'accès au logement a été difficile et de plus en plus pour les gens. Les femmes pauvres sont les plus frappées, notamment dans de grands bidonvilles comme Jalousie, Cité Soleil, Carrefour-Feuilles, entre autres. La situation est devenue de plus en plus critique à partir du 12 janvier, non seulement parce que beaucoup de maisons ont été détruites mais aussi parce que les familles ont été décapitalisées. Les ménages, notamment ceux qui comptaient déjà avec peu de ressources ont vu s'empirer leur situation.

Après **le séisme**, la situation relative au mode d'accès au logement selon la population de notre enquête semble être différente. 81.87% de gens sont devenus propriétaires de logement dans de nouveaux endroits urbains mentionnés dans l'enquête. Alors qu'avant seulement 16.31% de la population étaient propriétaires de leur logement. Cependant, le statut de propriétaire d'après la catastrophe est provisoire. À Corail Cesselesse et à Lapiste, les personnes ont un titre de propriété du logement pour une période de trois ans. Ils peuvent disposer des matériaux qui ont servi à la construction du logement et non du terrain. D'ailleurs, les logements construits sont baptisés logements provisoires. Ils ne peuvent pas contenir toutes les personnes qui les habitent, puisqu'elles ne mesurent que 18 à 22 mètres carrés de superficie. Avec en moyenne six personnes par logement, c'est la promiscuité. Il n'y a pas vraiment d'espace pour loger une table. Quand les enfants reviennent de l'école, ils n'ont pas d'endroit pour faire leur devoir et repasser les leçons.

**Tableau 5. Situation de la population  
par rapport au logement avant et après la catastrophe**

Variable de contrôle

Y= Situation Y=Situation

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variable objective  X(l)=Mode d'accès au logement | Avant le séisme | Area del grâfico | | | | | |
| Après le séisme | 100.00% n |  | | |
| 1. pwopyetè | 16.31% | 81.87% |  | 1 | | • Avant le séisme  • Après le séisme |
| 2. lokatè | 73.41% | 15.41% | 50.00% - |  | |
| 3. Kayfanmi | 3.63% | 0.30% | nrm - |  | |
| 4. Zanmi | 5.44% | 2.42% | 1 2 3 4 5 | | |
| 5. Lot | 1.21% | |  | |  |  |

Source : calcul propre

À Canaan, on trouve aussi des logements provisoires construits par l'ONG un « *techo para mi pais* ». Il s'agit d'une ONG d'origine latino-américaine qui recrute généralement des jeunes comme bénévoles pour participer à la réalisation de ses projets. Même si ces maisons sont provisoires, leurs occupants ont virtuellement la propriété du sol, puisque c'est une zone dont les terres ont été déclarées domaine d'utilité publique. En outre, on trouve aussi des abris provisoires faits à partir de bâches portant des étiquettes chinoises, entre autres, ce qui signifie qu'il s'agit d'un don de la Chine. D'autres personnes ont pris l'initiative de construire des logements en dur, équipées pour la plupart d'un étage. Ce sont des maisons standard. Leur propriétaire n'habite pas nécessairement à Canaan. Ils sont en attente du marché du sol et du logement qui va se faire dans les prochaines années dans ce territoire

Services fournis dans les logements

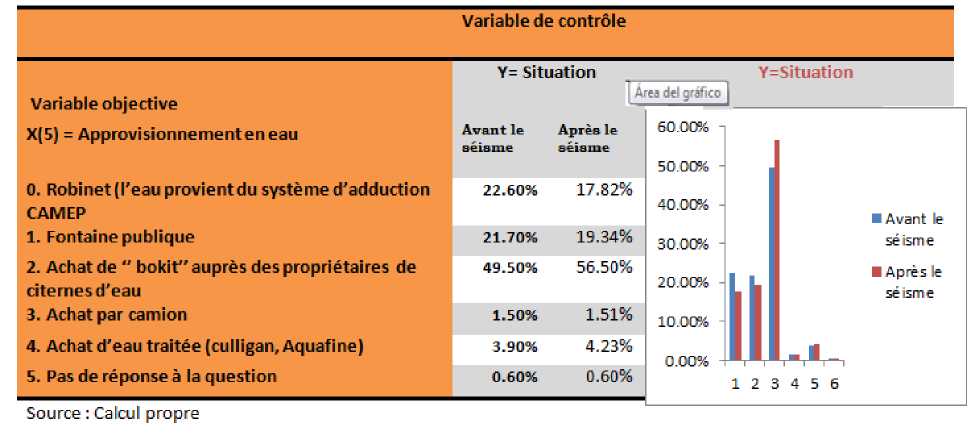
En tant que structures provisoires, ces logements sont dépourvus de services tels que l'électricité, l'eau et le drainage, entre autres. Par rapport à l'eau, dans les nouveaux territoires, les personnes accèdent à l'eau de deux manières. D'abord, sous forme de don ou de distribution gratuite par les acteurs humanitaires, ensuite par l'achat de bidons de cinq gallons communément appelés « bokit » ou bien de petits sacs en plastique pour la boisson. Il n'y a pas de robinet installé dans les abris provisoires. On trouve plutôt des installations faites par des ONG, elles sont destinées à assurer la desserte du précieux liquide à partir d'un point d'installation.

À Canaan l'Agence contre la faim (ACF) distribuait de l'eau à la population, mais cette aide s'est interrompue au moment même où nous menions l'enquête. Dans un atelier de Focus group organisé dans une partie de ce site, un des représentants du comité de gestion de Canaan attribue la cessation des services rendus à la population à une volonté du gouvernement de les inciter à abandonner les lieux.

« Nous avons ACF qui distribuait de l'eau à la population d'ici. À l'heure qu'il est on va couper le programme, parce qu'on disait qu'on allait plus nous donner de l'eau. C'est simple, nous ne sommes pas complexés. Dès que nous n'avons plus accès à l'eau, il n'y a pas d'électricité, nous ne sommes pas en sécurité, on nous tue on nous assassine, nous n'avons pas de route. On est abandonnés, c'est à nous de décider donc si on va partir à Jérémie ou au Cap. Vous comprenez pour quoi on nous laisse dans ces conditions [[16]](#footnote-16) »

Dans le graphe suivant, nous présentons la façon dont la population accède à l'eau. Le principal moyen d'accéder à l'eau dans les trois sites concernés par cette enquête est l'achat de bidon d'eau de cinq gallons appelé « bokit ». Le bokit coûte 5 gourdes partout. On dirait qu'il n'y pas de changement par rapport à la situation d'avant le séisme. Environ 50% de la population affirment acheter l'eau par bokit pour la ramener à la maison. Après le séisme, c'est environ 57 pour cent de la population qui continue avec la même pratique.

**Tableau 6. Approvisionnement en eau**



Électricité et consommation d'énergie

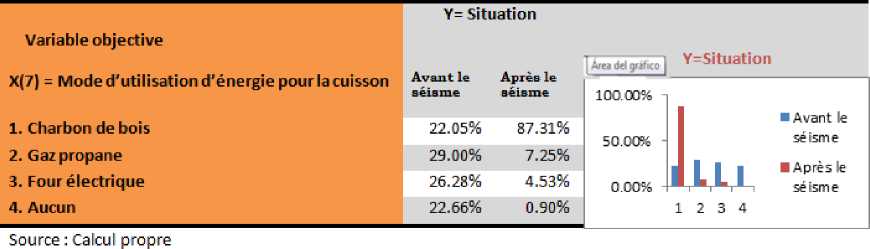
Dans les camps Lapiste et Corail Cesselesse, des lampadaires solaires sont installés afin d'assurer l'éclairage la nuit et de prévenir par-là l'insécurité physique. Certains ménages ont reçu de lampes à énergie solaire aussi. Certaines personnes achètent des batteries et des panneaux solaires afin de produire elles-mêmes le courant électrique dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Mais cela ne peut pas suppléer au manque de courant électrique qui aidait certains ménages à alimenter leurs activités génératrices de revenu. À Lapiste, un participant à un atelier de focus group affirme que l'absence d'électricité constitue un gros handicap pour ses activités de subsistance. Un autre affirme qu'à cause du manque d'énergie électrique, ils doivent dépenser environ 60 gourdes par semaine en achat de bougie pour l'éclairage de la maison. Un père de famille affirme que c'est pour les enfants que la situation est plus compliquée puisqu'il n'y a pas de courant électrique, la lumière projetée par la bougie, dit-il, n'est pas bonne pour la santé des yeux des enfants.

Combustibles pour la cuisson

Si avant le séisme, la population utilisait peu le charbon de bois, ce n'est pas le cas après la catastrophe. La consommation du charbon de bois passe de 22.05% à 87.31% soit une augmentation de plus de 65.2%. En effet, avant le séisme, les ménages pouvaient acheter le gaz propane et utilisaient également les réchauds électriques, puisqu'ils étaient régulièrement branchés sur le réseau de l'EDH à partir des prises clandestines. Mais après le séisme, non seulement ils ne sont pas desservis par l'EDH, mais, leur situation économique ne leur permet pas non plus d'acheter du gaz propane pour préparer leur nourriture. Alors ils se rabattent sur le charbon. Ce n'est pas parce que le charbon de bois est moins cher. D'ailleurs, un sac de charbon coûte plus cher que 5 gallons de gaz propane, soit 750 gourdes contre 625 gourdes. Les ménages n'achètent pas de charbon de bois par sac sinon par petit sac en plastique au prix de 10 à 15 gourdes. Dans des ateliers de focus group réalisés à Corail et à Lapiste, des femmes affirment qu'il faut au moins 50 gourdes de charbon de bois pour préparer un repas. Ce qui ferait 350 gourdes par semaine à raison d'un repas par jour ou 1 400 gourdes seulement pour l'achat de charbon de bois comme combustible. C'est hautement plus cher que le gaz. Mais est-ce qu'on peut oser utiliser le propane dans ces types de logement ?

**Tableau 7. Énergie utilisée pour la cuisson**

Variable de contrôle



Combien coûtent les combustibles  
pour la préparation des repas ?

Le type d'énergie utilisé constitue un indicateur important de la qualité de vie des personnes, notamment celles qui vivent dans la précarité. Les sources d'énergie utilisées pour la cuisine diffèrent selon leur situation avant et après le séisme. La consommation du charbon de bois comme combustible occupe une place importante dans la consommation de l'énergie domestique des ménages.

Avant le séisme, les ménages dépensaient entre 25 à 50 gourdes pour la consommation de charbon de bois (38.07%). À ces ménages, il faut ajouter presque autant (30.21%) qui payaient entre 50 à 60 gourdes pour l'achat de charbon de bois. Moins de 27% de ménages dépensaient plus de 60 gourdes pour acheter du charbon de bois. Après le séisme pour la consommation de charbon de bois, plus de 51.96% dépensent entre 25 à 50 gourdes, 33.53% dépensent 50 à 60 gourdes et seulement moins de 6.34% dépensent plus de 60 gourdes. La capacité d'acheter du combustible n'est pas sans incidence pour la préparation de la nourriture. Une participante à un atelier de focus group eut à dire : « parfois vous avez les produits mais vous n'êtes pas en mesure de les faire cuire puisque vous n'avez pas d'argent pour acheter le charbon [[17]](#footnote-17) »

**Tableau 8. Prix du combustible  
par jour pour la préparation des repas**

Variable de contrôle

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Variable objective | V = |  | Y = Situation |
| X(8) - Dépenses en consommation de charbon de bois par jour | Avant le séisme | Après le séisme |  |
| 1. [Ant 25 a 50 goud] | 32,02 % | 51,96% |
| 2. [Ant 50 a 60 goud] |  | 33,53% |
| 3. [Plis pase 60 goud] | 30,21 % | 5,34% |
| 4. Pas de réponse à la question |  |  |

Source : Calcul propre

L'alimentation

Sur le plan de l'alimentation, nous pouvons dire que la situation s'est empirée. Le pourcentage de personnes qui mangeaient une fois par jour a largement augmenté en passant de 13.31% avant le séisme à 67.07%. On peut conclure que les gens mangent moins régulièrement après le séisme. S'il y avait plus de 50% de personnes qui prenaient deux repas par jour avant le séisme, après ce pourcentage est tombé à 20.54%, soit une chute de plus de 30%. Il n'y avait pas beaucoup de personnes à prendre trois repas par jour avant le séisme, seulement 24.47% des personnes enquêtées. Après le tremblement de terre, ce pourcentage descend à plus de 5.1%. À Corail Cesselesse, la situation est particulièrement difficile. Certains ménages ne préparent un repas que trois à quatre fois par semaine. Les témoignages obtenus nous ont permis de faire le classement que voici : le repas normal, le repas régulier, le repas de misère.

Le repas normal est celui qui se fait généralement les dimanches. Il coute entre 450 et 500 gourdes si le ménage est constitué de quatre à cinq personnes. Il est constitué des éléments comme les légumes ou bien de la viande frite, le riz blanc ou collé, la banane plantain, du jus de fruits et de la salade si possible.

Le repas régulier est celui que les ménages préparent quotidiennement. Il est préparé à partir de céréales (riz) avec ou sans haricot et puis de la sauce de Salami, de « hot dog » ou de hareng. Il n'y pas de jus, à moins qu'ils achètent du jus en poudre (sweety) que d'aucuns estiment nocif pour la santé. Même s'il est dit régulier, ce repas n'est pas pris quotidiennement.

Par rapport au « repas de misère », certains affirment sauter des jours pour manger. Quand il n'y a rien à manger, une mère de famille raconte qu'elle prépare une soupe avec du pain et des feuilles d'olivier (communément appelé feuille doliv). On y ajoute beaucoup de sel, et puis on boit de l'eau jusqu'au lendemain.

Tableau 9. Nombre de repas consommé par jour

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variable de contrôle | | | | | |
| Variable objective :  X(6) = Nombre de repas consommés par jour | Y= Situation ] Y=Situation | | | | |
| Avant le séisme Après le séisme | 30.00% | li  1 |  |  |
| 1. Yon fwa sèbuan | 16.31% 67.07% | 60.00% |  | ■ Avant le séisme |
| 2. De fwa | 51.06% 20.54% | 40.00% |  | ■ Après le séisme |
| 3. Plis pase 2 fwa | 24.47% 5.14% | 20.00% |  | kA |
| 4. Pas de réponse à la question | 8.16% 7.25% | 0.00% | 2 | 3 4 |

Source : Calcul propre

La subsistance

Pour subsister, la population s'adonne à différentes activités telles que le commerce informel et la vente de services. Elle dépend aussi de l'aide ou de la solidarité de la part de proche-parent, des amis, de l'église, des ONG, entre autres. Les principales activités de la population sont le commerce, notamment le commerce informel. Quelles sont les principales activités commerciales observées ?

Activités commerciales de subsistance

Les activités commerciales de la population ont systématiquement diminué après le tremblement de terre. Parmi ces activités nous avons distingué la vente des produits dans la rue (le commerce ambulant), la vente à un point fixe dans la rue, le commerce à domicile. Nous avons constaté qu'avant le séisme près de 29.61% de personnes interviewées se promenaient dans les rues pour écouler leurs marchandises, elles pratiquaient le commerce ambulant. Ce pourcentage est tombé à 16% après la tragédie. De même, 36.25% s'établissaient à un point fixe dans la rue comme point de vente. Après le tremblement de terre, seulement 16.62% déclarent continuer à vendre à un point fixe. Si 34.14% étalaient leurs marchandises à l'entrée de leur maison avant le séisme, ils sont plus 28% après.

**Tableau 10 : Activités commerciales de subsistance**

Variable de contrôle

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Variable objective | Y= Situation | | Situation | |
| X(9) = Activités commerciales | Avant le séisme | Après le séisme |  | - Avant le séisme  - Après le séisme |
| 1. Vann pwonmennen nan lari | 29,61% | 16,01% |
| 2. Vann yon kote fiks nan la ri a | 35,25% | 16,62% |
| 3. Tl komèsdevan pôt | 34,14% | 28,1% |
| 4. Pas de réponse à la question | 0% | 29,27% |

Source : Calcul propre

Pourquoi cette baisse des activités commerciales comme stratégie de subsistance ? Les participants aux ateliers de focus group ont évoqué plusieurs motifs dont la décapitalisation, la distance par rapport au Centre-Ville de Port-au-Prince, la baisse du pouvoir d'achat des personnes et l'homogénéité de la situation socio-économique des personnes placées dans les camps.

Activités commerciales de subsistance

Les activités commerciales de subsistance ne sont pas rentables. Au cours des ateliers de Focus, des participantes déclarent qu'elles continuent de telles activités parce qu'elles n'ont rien d'autre à faire, puisque ce n'est pas rentable.Plus de la moitié de la population concernée par cette activité gagne entre 500 à mille gourdes par semaine (78.25%). Ceux qui gagnent plus de 1000 gourdes représentent 18.13%. Les résultats de l'analyse montrent que les activités commerciales des ménages étaient beaucoup plus rentables avant le séisme. Seulement 45.92% de ménages faisaient des activités qui généraient plus de mille gourdes comme bénéfice. Cela est dû au fait que dans les bidonvilles, toutes les personnes n'étaient pas de la même situation économique. L'argent circulait plus régulièrement a dit une personne interrogée. Mais dans les camps, ils se caractérisent leur homogénéité quant à leur situation socio-économique. Alors même s'il y a des produits disponibles, les consommateurs ne peuvent pas toujours s'en procurer, puisqu'ils ne travaillent pas. Le tableau suivant est une illustration des bénéfices générés par semaine par les activités commerciales des personnes ayant participé à notre enquête.

**Tableau 11. Taux de profit généré  
dans les activités commerciales de subsistance**

Variable contrôle

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | Y = Situation | |
| Variable objective |  |  | 100% |  |
| X(10)= bénéfice réalisé par semaine selon les activités commerciales exercées | Avant le séisme | Après le séisme | 80% |
|  |  |  | 60% |
| 1. Ant. 500 a mil goud | 54,08% | 78,25% | 40% |
| 2. Plispase 1000 goud | 45,92% | 18,13% | 20% |
| 3. Pas de réponse à la question |  | 3,63% | 0% |

Source : Calcul propre

Subsister à partir de l'aide

L'aide semble jouer un rôle important dans la subsistance de la population. Ça peut se comprendre évidemment dans une population où la majorité des personnes ne travaillent pas, où les activités commerciales ne génèrent pas assez de profit, il faut quand même d'autres moyens pour ne pas crever de faim, envoyer ses enfants à l'école, se faire soigner quand on est malade, se renouveler, bref. Nous avons identifié différentes formes d'aide dont bénéficie la population. Elles proviennent, entre autres, de l'État, des amis, des proche-parents, des ONG.

Par rapport à l'État, les résultats de notre enquête montrent qu'avant la catastrophe les personnes avaient plus de chances de recevoir **l'**aide de l'État. Ainsi 95.17% déclarent n'avoir rien reçu du côté de l'**État** haïtien après le séisme comparativement à 4.53% de ménages qui ont reçu de l'aide de l'État. Pourtant, avant le séisme, sans préciser le type d'aide reçu, environ 50% de la population déclarent avoir été bénéficiaires de l'aide publique étatique. Ce pourcentage tombe à moins de 5% après le séisme. Des participants à l'atelier de focus group organisé à Lapiste attribuent un zéro à l'État : « *Zéro, zéro, l'État n'a répondu à aucune demande. Au contraire, c'est La Croix Rouge qui venait en renfort, mais son contrat a pris fin.*

*Nous sommes à la merci de la providence maintenant. Personne ne répond à nos demandes****[[18]](#footnote-18)*** »

**Tableau 12 : population bénéficiaire de l'aide publique étatique**

**Variable de contrôle**



**Source : Calcul propre**

Par rapport aux églises, il semble que certaines églises étaient plus présentes auprès des fidèles avant qu'après le tremblement de terre. Il y a évidemment plusieurs ONG d'obédience catholique ou protestante en Haïti. Mais la distribution de l'aide ne s'est pas faite en relation avec l'appartenance ou non des personnes à une assemblée religieuse quelconque. Les responsables d'église viennent en général au secours des personnes les plus démunies de leur assemblée. Le tableau suivant indique qu'il y a moins de ménages qui recevaient de l'aide après le séisme du côté de leur église. Ceux qui ont déclaré avoir reçu de l'aide de la part de l'église après le séisme représentent 23.56% alors qu'ils étaient environ 50%, avant.

Tableau 13. Population bénéficiaire de l'aide des églises

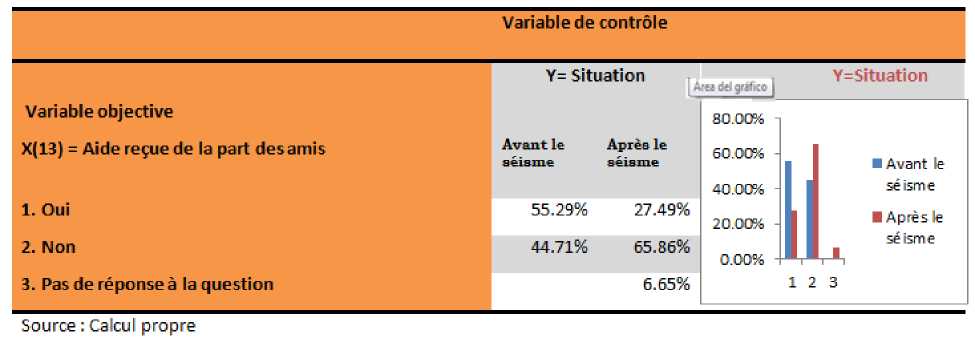
|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Variable de contrôle** | | | | | | |
|  | **Y= Situation** | |  | |  | **Y=Situation** |
|  | **[Aru ddyifao |** | | |
| **Variable objective** |  |  | **80.00% -1** |  | |  |
| **X(12) = Aide reçue de la part de leur Eglise** | Avant le séisme | Après le séisme | **60.00% -** |  | | **■ Avant le séisme** |
|  |  |  | **40.00% -** | **1** | |
| **1. Oui** | **49.55%** | 23.56% | **20.00% -** |  | | **■ Après le séisme** |
| **2. Non** | **50.45%** | 75.23% |  | **L** | |
|  |  | | **3** |
| **3. Ne répond pas à la question** | **1.21%** | |

Source : Calcul propre

Solidarité entre amis  
et des membres de la famille.

Au regard des résultats de l'enquête, on dirait que la solidarité entre amis et membres d'une même famille avant et après le séisme a systématiquement baissé. Le pourcentage de personnes qui affirment avoir été l'objet d'une forme de solidarité quelconque entre amis avant le séisme est relativement élevé (55.29%). Mais après la catastrophe, il a baissé de moitié (27,49%). Qu'est-ce qui a pu se passer ? Pourquoi cette chute des gestes de solidarité ? Une personne, interviewée au Camp Corail, affirme qu'il n'y a pas assez pour manifester de la solidarité avec les autres. Une lavandière affirme que suite à sa journée de travail chez des particuliers à Delmas 75, elle reçoit 400 gourdes comme rémunération. En revenant dans le camp, dit-elle, je suis obligée de partager ce que j'ai. Elle achète un peu de riz et de l'huile, elle en donne à une voisine qui n'en a pas. À son tour, cette voisine, après avoir cuisiné, lui donne un peu à manger. Comme ça, dit-elle, je ne suis pas obligée de préparer à manger chez moi. La solidarité entre les pauvres se fait surtout dans le domaine de l'alimentation. Une des causes fondamentales de la baisse de la solidarité entre les habitants des camps est la décapitalisation. Tous, ils ont perdu ce qu'ils avaient, il n'en reste pas vraiment assez pour le partage.

**Tableau 14 : Solidarité entre les amis**



Ceux qui ont des proches ou des amis à l'étranger savaient bénéficier de leur soutien. Le tableau suivant indique qu'il y a moins de personnes qui reçoivent de l'aide de la part des proches parents vivant dans la diaspora ou dans les milieux ruraux en Haïti. Après le séisme, plus de 77.3% affirment n'avoir rien reçu de la part de leur famille. Il faut souligner que les familles vivant en milieu rural sont exposées elles aussi aux conséquences socio-économiques du séisme. Ce qui peut traduire en partie la baisse en termes de soutien à leur proche vivant à Port-au-Prince. En plus, ils ne sont pas nombreux les ménages qui ont au moins une famille à l'étranger. Ceux qui affirment avoir eu l'habitude de recevoir de l'aide de la part des proches dans la diaspora ou dans la paysannerie avant le séisme ne sont pas nombreux, soit 47.34 pour cent. Ce pourcentage est tombé à moitié suite au tremblement de terre.

Selon les données figurant dans le tableau suivant, nous constatons qu'il existe plus de 64.63% de personnes qui déclarent avoir reçu de l'aide de la part des ONG après quelques mois du séisme comparativement à 42.66% de personnes qui ont déclaré n'avoir rien reçu de la part des ONG. Par contre, au moment de l'enquête plus 69.40% de ménages déclarent n'avoir rien reçu des ONG. Soit quelques mois après le tremblement de terre soit au moment de l'enquête, les femmes affirment avoir reçu plus fréquemment de l'aide de la part des ONG.

**Tableau 15 : Aide reçue de la part des ONG**

Variable de contrôle

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Y=** | **Situation** |  | **Y=Situation** | |
| **Variable objective** |  |  | **80 00% -J** |  | |
| **X( 15) = Aide reçue du coté des ONG** | Quelque mois près le séisme | Maintenant | **6000% J** | 1 | **■ Que (que mois après le séisme** |
| **1. Oui** | **64.63%** | **40.30%** | **40%** | **L J** |
| **2. Non** | **42.66%** | **69.40%** | **20% -1** |  | **■ Maintenant** |
| **3. Pas de réponse à la question** | **0.30%** | **0.30%** | **0% •** | 1.1 |  |
|  |  | |  | **1 2** | **3** |

Source : Calcul propre

Tout porte à émettre l'hypothèse d'un renforcement de la marginalisation de la population établie sur les sites à tous les niveaux : l'accès à des services de base tels que l'eau, l'électricité, l'assainissement, le logement, l'alimentation, la sécurité, entre autres. Mais qu'est-ce qui explique cette situation ? La réponse la plus évidente est le tremblement de terre du 12 janvier. Cependant, après cette catastrophe, des centaines de millions de dollars ont été décaissés pour venir en aide à une population meurtrie. Pourquoi les acteurs humanitaires n'ont pas pu faire mieux ? Sans avoir une réponse précise à cette question dans la section suivante, nous essayons d'analyser certaines pratiques des ONG et des institutions internationales de coopération avec la population victime du séisme.

Des bidonvilles aux camps.  
**TROISIÈME PARTIE**

Chapitre 6

Considérations sur les interventions  
des acteurs humanitaires et  
des institutions publiques étatiques  
auprès de la population  
victime du séisme

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ce ne sont pas seulement les ONG et organismes communautaires qui ont fait des interventions auprès des personnes placées dans des sites d'hébergement spécifiques. Dans certains domaines, d'ailleurs, ils ont travaillé conjointement, par exemple, dans la lutte contre le choléra, dans la relocalisation des personnes déplacées, dans l'approvisionnement en eau, entre autres. Malgré les efforts déployés, nous avons l'impression que le changement tarde à se faire sentir. Les contraintes auxquelles ont fait face les acteurs humanitaires et les autorités gouvernementales sont de deux ordres : premièrement, le manque de ressources, notamment les ressources financières, deuxièmement un vice méthodologique dans la façon d'intervenir auprès de la population et de l'impliquer dans les processus. L'encadré suivant est une synthèse de quelques actions des acteurs humanitaires et des autorités gouvernementales auprès des personnes déplacées dans les camps d'hébergement.

|  |
| --- |
| **Encadré : Des actions des ONG et des organismes publics étatiques**  Entre janvier 2010 et le milieu de 2011, les agences humanitaires ont fourni des abris temporaires et de l'eau potable gratuite à plus de 1,2 million d'Haïtiens. Elles ont aussi construit des latrines et des douches dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et ont apporté un soutien relatif aux moyens de subsistance.  Certaines agences gouvernementales haïtiennes ont aussi joué des rôles particulièrement importants dans le relèvement post-catastrophe. La Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) a codirigé le Groupe thématique WASH (organisme de coordination pour les services humanitaires relatifs à l'eau, l'assainissement et l'hygiène) avec l'UNICEF. De même, le ministère de la Santé publique et de la Population a joué un important rôle de leadership dans la lutte contre le choléra.  Les agences humanitaires ont cherché à faire en sorte que l'assistance mobilise les bénéficiaires en tant que protagonistes clés, au lieu de les traiter comme des « victimes ». Par exemple, les agents de promotion de l'hygiène et les mobilisateurs communautaires ont dispensé une formation aux bénéficiaires en bonnes pratiques d'hygiène pour qu'ils puissent assurer eux-mêmes leur bien-être.  L'intervention humanitaire a par ailleurs cherché à aller au-delà de l'aide alimentaire traditionnelle en nature pour apporter un soutien plus large aux moyens de subsistance. En plus de se procurer l'aide alimentaire au niveau local et de mener des projets « d'argent contre travail », les organisations humanitaires ont fourni aux bénéficiaires des subventions en espèces pour lancer ou maintenir de petites entreprises. Oxfam a ciblé ces transferts vers les microentreprises de femmes et a dispensé une formation en compétences de gestion d'entreprise.  Source : OXFAM (2012) *Haïti : une reconstruction au ralenti*.Deux ans après le tremblement de terre [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org/) site consulté le 9 mars 2013 |

Des organismes publics tels que la Direction nationale de l'eau potable (DINEPA) et le Ministère de la santé publique se sont pleinement engagés pour faire face notamment à l'épidémie du choléra qui a commencé en octobre 2010. De même, quand il fallait emmener des personnes au camp Corail-Cesselesse, le gouvernement s'est associé avec les acteurs humanitaires.

Un manque de ressources en argent ?

Le gouvernement de la République a mis sur pied, de concert avec des institutions de coopération multilatérale un programme baptisé 16/6 destiné à faire retourner chez elles des personnes déplacées dans les camps. Ce programme n'a pas touché tous les déplacés, sinon ceux qui ont occupé l'aire du champ-de-Mars à partir de la soirée du 12 janvier 2010. Par rapport à l'action gouvernementale, nous lisons ceci dans le rapport d'OXFAM

« L'administration Martelly s'est concentrée sur la sortie de 5 239 familles de PDI (soit 30 000 personnes) de six camps situés dans des espaces publics. La plupart étaient originaires de 16 quartiers pauvres de Port-au-Prince et ses environs. D'autres familles, au nombre de 28 000, qui vivent dans des logements endommagés au sein de ces communautés, bénéficieront également de cette initiative « 16/6 », dans le cadre de laquelle les bénéficiaires reçoivent 500 dollars pour louer des logements existants et les propriétaires jusqu'à 3 500 dollars pour réparer les logements et les proposer, sans percevoir de loyer, à des familles de retour dans les quartiers pour une période d'entre deux et cinq ans. Le gouvernement évaluera la sécurité des maisons réparées. Jusqu'ici, il n'a obtenu que 30 millions de dollars sur les 78 millions de dollars du budget de l'initiative 16/6, dans l'ensemble, les bailleurs de fonds ont déboursé moins de la moitié des 97 millions de dollars promis pour la reconstruction de logements en 2010-11. [[19]](#footnote-19) »

Objectivement, le programme de retour à la maison du gouvernement n'a pas pu continuer parce que les bailleurs de fonds n'ont pas respecté leurs promesses. Plus de la moitié des fonds promis n'ont pas été décaissés. Donc, aujourd'hui encore, on compte des centaines de milliers de personnes vivant dans des camps de fortune. La plupart d'entre elles, soit plus de 120 000 sont sous la menace des évictions forcées de la part des propriétaires des terrains occupés.

Quant aux ONG et aux organismes de coopération, ils se sont heurtés à quatre défis majeurs, mis à part des problèmes d'ordre méthodologique liés à la construction des rapports entre eux et les bénéficiaires de leurs actions :

- Premièrement, la durée même de l'assistance humanitaire. Une assistance humanitaire est toujours provisoire. Sinon, elle transformerait les bénéficiaires de ses actions en assistés permanents.

- Deuxièmement, la faiblesse de l'État de substituer les programmes d'urgence en mettant en place des structures permanentes devant se charger de la reconstruction du pays et d'une réelle mise au jeu de la population victime. Évidemment, la faiblesse de l'état est corrélative à un autre problème qui est l'application des politiques d'ajustement structurel depuis plus de trente ans déjà.

- Le relâchement de la réponse des bailleurs de fonds qui n'ont pas honoré leurs promesses. Par exemple, en 2010, sur les 1.5 milliards de dollars demandés, 1,1 milliards ont été décaissés. En 2011, sur les 382 millions de dollars demandés seulement 60% ont été décaissés (OXFAM, idem)

- La concentration de l'aide disponible majoritairement dans ce qu'on appelle la « République de Port-au-Prince ». Par exemple, quand on considère l'épidémie du choléra, elle a commencé dans le Centre et l'Artibonite, mais les services de distribution et de traitement d'eau sont concentrés à la capitale. Pour venir au secours des personnes infectées dans les sections communales et les villes de province tout est parti de Port-au-Prince

- À cause de la complexité du régime foncier, avec des problèmes d'absence de cadastre, entre autres, les acteurs humanitaires ont éprouvé des difficultés à faire construire des logements permanents.

À propos des difficultés liées à la complexité du régime foncier, il semble qu'il y a une absence de volonté politique de la part des autorités gouvernementales à en croire les propos de Patrice Florvilus interrogé par des journalistes de « *Ayiti kale je* » (AKJ). « Si la situation est telle qu'elle est aujourd'hui, si les ONG gaspillent les fonds, le premier responsable c'est l'État haïtien. Puisque c'est lui qui est responsable de contrôler toutes les institutions du pays », Il ajoute : « Seuls 5% de la population détiennent des titres de propriété. Et lorsque les soi-disant propriétaires veulent procéder à une éviction et que vous les poursuivez en cour, ils ne s'y rendent pas. Parce qu'ils n'ont pas de titres réels !

Ce que les acteurs humanitaires et l'État ont omis de faire :  
traiter la population en majeur

Organisations non gouvernementales (ONG), institutions publiques étatiques, organismes de coopération au développement international, organismes des Nations-Unies, grandes personnalités du cinéma et de la chanson, bref artistes et comédiens se sont organisés après le séisme pour voler au secours de la population victime. Avant leur arrivée, les populations de différents quartiers ont développé une solidarité hors pair pour sortir des personnes et des cadavres sous les décombres, transporter des blessés à l'hôpital, donner à manger et à boire à ceux qui en avaient besoin et qui ne pouvaient pas satisfaire ces besoins. Les villes de province et la paysannerie ont accueilli des centaines de milliers de déplacés. Là, les déplacés ont bénéficié de la solidarité des personnes vivant dans les villes épargnées et dans la paysannerie. C'est une forme de solidarité manifestée à partir de la base entre des citoyens ordinaires en dehors du circuit des ONG et de l'État. Le séisme du 12 janvier 2010 a permis de distinguer trois formes de solidarité. Premièrement, la solidarité d'en bas pratiquée entre les citoyens comme ce fut le cas suite au tremblement de terre. Deuxièmement, la solidarité internationale manifestée à travers des ONG et des organismes de coopération. Elle trouve sur le terrain des réseaux d'organisation ou des personnalités dites crédibles dont la plupart servent d'intermédiaires entre elles et les populations meurtries dans le cadre du séisme. Troisièmement, la solidarité d'en haut, qui est une solidarité imposée par l'État en prélevant des taxes dont une partie sert à venir en aide aux populations vulnérables ou frappées par des catastrophes naturelles.

La solidarité internationale semble avoir mis à rude épreuve cette formidable solidarité manifestée entre les citoyens, quelques semaines après le séisme. Les populations de villes meurtries par la catastrophe ont été infantilisées à travers la distribution de l'aide et les types de rapport développés avec les victimes. Dès que les ONG arrivent avec l'aide, il fallait organiser sa distribution et trouver des personnes pour aider à cette tâche. Ainsi, des personnes ont été sélectionnées moyennant une récompense qui deviendrait plus tard une sorte de rémunération. Des milliers de jeunes ont été mobilisés à Port-au-Prince, à Léogane, à Jacmel, dans d'autres villes frappées par la catastrophe. Ils prennent une formation sur le terrain et collaborent moyennant une compensation, et plus tard un salaire. C'était nécessaire, peut-être, mais cela a porté un rude coup à la solidarité dans les quartiers. Celui-là qui collaborait volontairement est de moins en moins intéressé quand ses pairs trouvent un « ptit travail » (comme on dit en Haïti). Il souhaite lui aussi être embauché, mais il n'y a pas de travail pour tout le monde. Alors, il est démobilisé.

Les bénéficiaires de l'aide sont mis en ligne pour recevoir des rations alimentaires, des kits d'hygiène, de l'eau, des couvertures entre autres. Ils sont pris pour ce qu'ils sont, ces individus traumatisés par la catastrophe : des victimes pitoyables. Les intervenants ne semblent pas être intéressés à connaître leur histoire, leur passé, comment ils vivaient, comment ils se débrouillaient pour vivre. Quand on prend un médecin, par exemple, en recevant un malade, il lui demande ce qui ne va pas avant de lui faire une prescription. S'il veut savoir ce que souffre son patient, il doit au moins lui donner la parole avant de recommander des tests de laboratoire et de prescrire. Il fait un exercice de la compréhension basée sur la reconnaissance de la capacité du patient de participer d'une façon ou d'une autre au traitement. Par contre quand on prend un parent, considérant son enfant comme mineur, il ne lui donne pas la parole dans la prise des décisions le concernant. Il ne fait que décider à sa place.

Par exemple, des personnes ont été emmenées par groupe dans des sites d'hébergement spécifiques sans savoir où elles allaient. C'est le cas de la population « entreposée » à Corail Cesselesse. Des logements provisoires et définitifs sont construits de manière unilatérale pour des familles sans avoir préalablement cherché à connaître la composition de cette famille, leur taille. Que la famille soit composée de quatre ou de 12 personnes, un logement dit provisoire de 18 à 22 mètres carrés lui est offert. Pour porter les personnes à vider lieux occupés deux ans après le séisme le retour à la maison a été élaboré. Conduit par l'organisation internationale pour les Migrations (OIM), ce programme consiste à payer un bail de 20 000 gourdes au ménage. L'essentiel est de le porter à vider les lieux avec l'appât des 20 000 gourdes. Peu importe la composition de la famille et le lieu où elle va emménager. Peu importe si elle pourra continuer ou non à honorer son bail. Il doit se débrouiller et savoir surtout qu'on ne va pas lui permettre de retourner où il était avant.

Je crois que le gouvernement haïtien de concert avec les ONG et des organismes de coopération ont commis une grosse erreur méthodologique en traitant en mineur les populations rescapées, bref, en les prenant pour de simples victimes qui ne méritent que d'être secourues. Ce sont des personnes à part entière, des adultes qui ont acquis suffisamment d'expérience pour faire face à la réalité de la marginalisation ou de la précarisation. On leur a distribué de l'eau, des médicaments, on a mis à leur disposition des toilettes mobiles, on leur a distribué de la nourriture, on leur a construit des logements. Des enveloppes ont été même distribuées à des personnes vivant avec un handicap. On a beau essayer de créer des emplois provisoires baptisés cash for work (de l'argent pour le travail). Les intervenants n'ont pas su trouver une autre approche plus valorisante que cette démarche plutôt « *maternaliste* ». À mon avis, il s'agit d'une prise en charge maternée qui s'est soldée par un « sevrage-abandon ». La mère, après avoir pris soin de l'enfant, doit le sevrer, le moment venu, pour cesser d'avoir d'autres enfants ou pour concevoir un autre. Mais le pire, dans ce scénario, c'est qu'après avoir été sevré, l'enfant est abandonné, puisqu'il n'y a plus de ressources pour l'entretenir.

En effet, les organismes de coopération et les institutions gouvernementales seraient-elles cyniques au point de contribuer par leur méthodologie au renforcement de la marginalisation des populations bénéficiaires ? Nous pensons que non. Il s'agit plutôt d'une erreur de méthode qui consiste à nier à la victime sa compétence, sa rationalité, son savoir-faire et à tout faire à sa place. Il fallait agir autrement : tenir compte de l'expérience de ces populations et ne jamais décider à leur place, mais plutôt avec elles. Pour ce, il faudrait peut-être avoir d'autres intentions ou une autre politique, ou tout simplement changer de système ?

Des bidonvilles aux camps.  
**TROISIÈME PARTIE**

Chapitre 7

Réflexions finales  
et recommandations

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les perspectives théoriques passées en revue dans le cadre de cette enquête mettent l'accent sur les éléments suivants relatifs aux conditions de vie des personnes : la satisfaction des besoins de base, les relations interpersonnelles, la satisfaction des besoins communautaires, la participation aux décisions communautaires, entre autres. Ces indicateurs, somme toute, sont interdépendants. En d'autres termes, l'insatisfaction des besoins de base des individus n'est pas sans rapport avec l'insatisfaction des besoins communautaires et peut avoir des incidences positives et négatives à la fois sur les relations interpersonnelles. Dans la précarité, les personnes placées dans les camps continuent de développer des relations d'entraide et de partage pour faire face à l'insécurité alimentaire, par exemple. Cette situation ne naît pas avec le séisme. Bien avant la catastrophe, les relations de voisinage ont aidé à la garde des enfants, au partage de ce qu'il y a à manger, à faire face à des imprévus tels que les accidents et la mort subite. Dans les trois sites, les personnes exposées à l'insécurité alimentaire s'entraident pour manger quelque chose.

Mais, il y a le revers de la médaille, c'est-à-dire, des malfrats qui violent les femmes, volent le peu de ressources que possèdent les gens, répandent la désolation et la tristesse. Les autorités gouvernementales ont compris cette situation, en plaçant des postes de police aux environs de chaque camp. Mais, cela n'a pas empêché la violence d'en bas entretenue spécifiquement par les bandits en quête de mieux-être au détriment des pauvres.

En comparant les conditions de vie dans les bidonvilles avec celles des nouveaux territoires apparus après la catastrophe du 12 janvier, on serait tenté d'affirmer que les seconds présentent moins de risques par rapport aux catastrophes naturelles. Mais au regard des types de logements provisoires construits, il faut se demander s'ils peuvent résister réellement à plusieurs ouragans. Autant à Corail Cesselesse qu'au village de l'ancienne Piste de d'aviation civile, les maisons sont construites en bois avec la toiture en tôle. Dans la plupart d'entre elles, l'eau entre au moment des grosses pluies, les habitants sont inconfortables. Certainement, elles ne représentent pas un danger, en cas d'un nouveau séisme, mais, elles ne peuvent pas protéger réellement leurs habitants contre les cyclones.

Par rapport aux services disponibles, au temps de l'urgence, des agences humanitaires, de concert avec des instances gouvernementales ont apporté des kits d'hygiène, fourni des soins de santé à ceux qui en avaient besoin, distribué de l'eau potable, des produits alimentaires etc. Ce fut la période d'urgence. Elle devait déboucher sur une normalisation des conditions de vie avec, entre autres, l'aménagement des quartiers et/ou la création de nouveaux. Mais cela n'a pas eu lieu. Des personnes déplacées sont retournées en partie dans les mêmes conditions de vie d'avant le séisme à travers le programme 16/6. D'autres vivent encore dans des logements dits provisoires, comme c'est le cas à Corail et au village de la Piste. Il n'y a pas eu de changement de situation. Il y a, au moins, deux explications à cette situation. Premièrement, les bailleurs de fonds n'ont pas honoré leurs promesses, tandis que le gouvernement ne dispose que de maigres ressources pour offrir des services. Deuxièmement, les interventions des acteurs humanitaires n'ont pas tenu dans leur intervention du savoir-faire citoyen.

Les résultats de cette enquête permettent de soutenir l'hypothèse selon laquelle les conditions de vie de la population sont devenues plus difficiles qu'avant. Il est plus difficile de trouver de quoi se nourrir, de continuer à mener des activités commerciales de subsistance, d'accéder à l'eau, de se faire soigner quand on est tombé malade, de dormir dans des conditions décentes, de vivre dans un milieu propre, d'être partie prenante des décisions qui concernent sa vie, sa communauté, de retrouver l'estime de soi perdu, entre autres.

La population des camps a perdu la capacité de participer, de se créer des opportunités en vue de rebondir. Les personnes interrogées sont dans un état de léthargie et de fétichisme de la création de structures intermédiaires comme outil de subsistance. Au fait, les personnes ne croient plus aux organisations populaires. Elles développement une méfiance telle que lorsqu'on les interroge sur leur appartenance à une organisation populaire, elles répondent : « *m pa fè politik* » (je ne fais pas de politique). Être membre d'une organisation populaire pour ces personnes signifie se souscrire à un parti politique ou bien être partisan d'Aristide. Mais, quand on leur questionne sur leur appartenance à une organisation de base qui entreprenne des démarches auprès des autorités ou des ONG afin de répondre à des besoins ponctuels, beaucoup d'entre elles répondent par l'affirmatif. Les individus croient davantage dans des organisations de base que dans des organisations populaires. Quant aux partis politiques, elles ne veulent pas en entendre parler.

La méfiance à l'égard des organisations populaires et des partis politiques s'étend également à l'État. Cependant, les répondants ont un double discours vis-à-vis de l'État et des institutions étatiques. Ce discours peut se traduire par le déni et le besoin. D'une part, on dirait qu'ils ne connaissent rien de l'État. Il suffit de demander ce que l'État a fait pour entendre des personnes répondre : ***« Leta pa fè anyen pou nou, nou pa konn anyen de Leta*** » (l'État n'a rien fait pour nous, nous n'en savons rien de l'État), tandis qu'elles vantent les actions des ONG et de certains organismes de coopération. C'est ce que nous appelons l'attitude de déni. D'autre part, ne serait-ce qu'au niveau du discours, ils évoquent l'État comme instance légitime devant assurer la sécurité publique, desservir les camps en eau, électrifier et créer des écoles et des centres de santé à l'intention de tous les citoyens. Même quand il y a une institution de l'État qui offre des services de concert avec des ONG ou des agences de coopération, les bénéficiaires ne retiennent que les ONG comme acteurs intervenant en leur faveur.

Le processus qui aboutit au renforcement de la marginalisation peut être ainsi résumé sous forme d'équation : Situation de marginalisation + Catastrophe naturelle + prise en charge maternée sevrage Renforcement de la marginalisation. Le tout forme une chaîne de telle sorte qu'on ne peut pas comprendre la situation de la marginalisation actuelle des populations vivant dans les sites d'hébergement si on ne revient pas à la situation de départ. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il faut prendre la première comme cause de la dernière. On est comme dans un cercle où le début est comme la fin et la fin comme le début. On n'est pas sorti de l'auberge ou bien la sortie est plus difficile que l'entrée.

J'ai considéré la situation de marginalisation de départ pour aider à comprendre le changement survenu après la catastrophe du 12 janvier. C'est dans ce sens que j'ai posé la question de départ à savoir : quelles sont les conditions de vie de la population établie dans les sites d'hébergement après cette catastrophe ? Au terme de l'enquête de terrain, j'ai réalisé qu'il n'y avait pas de différence entre les conditions de vie de départ et celles d'après. Au contraire, il semble que la marginalisation s'est renforcée pour diverses raisons : incapacité de l'État d'offrir des services à la population, prise en charge de cette population par des ONG et des organismes de coopération à partir d'une approche infantilisante - ce que j'appelle une « prise en charge maternée », essoufflement de l'aide internationale ; ce qui oblige les acteurs humanitaires à se retirer ou bien à réduire leurs activités, incapacité de la population de sortir de cette situation à partir de ses propres moyens. Le tout débouche sur un renforcement de la marginalisation.

Je ne mettrai pas trop d'accent sur l'incapacité de l'État à offrir des services, puisque dans le contexte de l'application des politiques d'ajustement structurel en Haïti, depuis plus de trente ans déjà, il ne saurait en être autrement. Pour des raisons à la fois internes et externes, je pense que nous avons un État à la fois faible et affaibli. Il mérite d'être renforcé. La faiblesse de l'État est corrélationnelle à la faiblesse des citoyens à travers leur manière d'agir, de penser et de sentir, notamment à travers les organisations populaires, les organisations communautaires de base, des organisations de la société civile et de la société politique. Ça ferait peut-être l'objet d'une autre réflexion. Je ne l'approfondis pas dans ce texte.

Je veux prendre en considération l'infantilisation de la population par les acteurs humanitaires, l'État et des organismes de coopération. Je soutiens la thèse selon laquelle - en lien avec le renforcement de la marginalisation - la population établie dans différents sites d'hébergement spécifique à Port-au-Prince est capable de sortir de la précarité de ses conditions de vie si on tient compte de son savoir-faire, de ses initiatives, bref de ses expériences. J'ai cité quelques exemples de bonnes pratiques mises en place pour faire face à certains problèmes de portée collective comme l'eau, l'électricité, l'assainissement. Évidemment, ces pratiques sont loin d'apporter solution aux causes structurelles de ces problèmes, mais elles permettent de voir que lorsque les intervenants (publics étatiques ou humanitaires) se joignent aux comités de base pour trouver des alternatives, cela aboutit à des résultats positifs, acceptables. Par contre, on doit éviter de tomber dans un angélisme des structures médiatrices qui ne sont pas sans limitation. Généralement, les organisations de base ne posent pas des problèmes structurels liés à la précarité des conditions de vie. Elles sont utilisées dans bien des cas comme des stratégies de survie de la part de leurs fondateurs. Elles peuvent être instrumentalisées aussi bien par des acteurs humanitaires que par des professionnels de la politique. Il faut les prendre pour ce qu'elles sont : des organisations qui permettent à des membres d'une population vivant dans la précarité d'améliorer leurs conditions de vie à travers un exercice démocratique de production et de gestion des biens collectifs. Elles doivent aussi être des lieux de réflexion sur les causes structurelles de la marginalisation, des espaces de définition, de codification et de résolution des problèmes autant conjoncturels que structurels. Elles pourraient être ainsi de vrais outils de transformation des conditions de vie de la population. Les bonnes pratiques ne sont pas prises en considération par beaucoup d'acteurs

communautaires dans les camps. Les populations sont traitées comme si elles n'avaient pas d'histoire, comme si elles ne pouvaient rien faire, comme des enfants qui méritent seulement d'être secourues par pitié. Il ne fait pas de doute qu'elles vivaient une situation particulière qui méritât une intervention spéciale. Mais cela ne justifie pas qu'elles soient traitées en mineur.

Les pratiques de solidarité ont joué un rôle fondamental dans la gestion de la précarité, bien avant le séisme. Tout de suite après le séisme ce sont encore ces réseaux qui ont aidé à sortir des corps sous les décombres avec de faibles moyens, ils ont aidé à nourrir beaucoup de personnes. Mais les interventions des acteurs humanitaires n'ont pas tenu compte de ces réseaux de solidarité manifestée notamment dans des zones qui n'ont pas été frappées par la catastrophe. Les solutions proposées, soit dans le domaine de la relocalisation des populations, soit en ce qui concerne les activités de débrouille par le commerce informel, soit par rapport à la construction des maisons n'ont fait que renforcer l'individualisme au détriment du communautarisme, encore moins le collectivisme.

Les sites pourraient être un excellent espace d'expérimentation de production et de gestion des biens collectifs. Au lieu de construire des logements assimilables à des maisons construites dans des camps de concentration, pourquoi les intervenants ne cherchent-ils pas à trouver avec les bénéficiaires des alternatives qui renforceraient les initiatives collectives ? Au lieu d'enfermer des personnes caractérisées par l'homogénéité de leur situation socio-économique, dans des espaces assimilables à des lieux de relégation ou d'enfermement social, pourquoi ne pas promouvoir la mixité sociale ? Au lieu de distribuer à des personnes vivant avec des déficiences physiques une enveloppe sur laquelle est marquée : petit commerce, pourquoi ne pas essayer des expériences de production collective tendant à renforcer la circulation de la monnaie et le pouvoir d'achat des personnes ? Pourquoi ne pas encourager des expériences de magasins communautaires gérés par les personnes handicapées elles-mêmes ? Au lieu de se limiter à distribuer des kits alimentaires à des individus ou des responsable de familles, pourquoi ne pas encourager des initiatives de cuisine collective gérée par des comités de citoyennes et de citoyens par bloc de quartier ou dans un site d'hébergement quelconque ? Les actions des intervenants humanitaires ont eu pour effet, semble-t-il, de renforcer les pratiques individualistes de survie, l'attentisme, les conduites-refuges [[20]](#footnote-20) et le repli sur soi des personnes vivant dans la précarité.

**Des bidonvilles aux camps.**

Références bibliographiques

[Retour à la table des matières](#tdm)

Architectes de l'Urgence et solidarités International (2011). Profil de quartier de Bristout et Bobin (document de travail).

Bernard Dumas et Michel Séguier (2004). *Construire les actions collectives*, Édition chronique sociale, Paris.

Fédération Internationale des Ligues des droits de l'Homme (2010). *Haïti, une nation ébranlée. Pour une reconstruction fondée sur les droits humains et incluant le peuple haïtien*.

Laroche Alix (2012). «  [Haïti-éducation : l'école communautaire de cité de l'éternel, dure et](http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/5816-haiti-education-lecole-communautaire-de-cite-de-leternel-dure-et-triste-realite) [triste réalité » I](http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/5816-haiti-education-lecole-communautaire-de-cite-de-leternel-dure-et-triste-realite)n [http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/5816-haiti-education-lecole-](http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/5816-haiti-education-lecole-communautaire-de-cite-de-leternel-dure-et-triste-realite) [communautaire-de-cite-de-leternel-dure-et-triste-realite](http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/5816-haiti-education-lecole-communautaire-de-cite-de-leternel-dure-et-triste-realite).

LAZARUS, Jeanne (2006). « Les pauvres et la consommation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 3, no 91, pp. 137-152.

MERCIER, Céline (1993). « Qualité de vie et qualité des services », *Santé mentale au Québec*, Vol. 18, no. 2 : 9-19.

OXFAM (2012) **Haïti : une reconstruction au ralenti** Deux ans après le tremblement de terre [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org/) site consulté le 9 mars 2013.

SCHALOCK, Robert L. (1993). « La qualité de vie : conceptualisation, mesure et application », Revue Francophone de la Déficience intellectuelle, Vol. 4, No. 2 : pp. 137-151.

SELKE, B., P. Marquis et T. Lebrun (1998). *«*Les répercussions socio-économiques et de qualité de vie de l'hypertension artérielle », Adis International Limited. All rights reserved, pp. 46-53.

SENECAL, Gilles et Pierre HAMEL (2001). « Ville compacte et qualité de vie : discussions autour de l'approche canadienne des indicateurs de la durabilité », Le Géographe canadien, vol. 45, No 2 : 306-318.

UNCCAS. 2012. *Nouveaux indicateurs pour une meilleure connaissance locale de la pauvreté.* <http://www.unccas.org/publications/docs/guide-indicateurs.pdf>.

VISION MONDIALE INTERNATIONALE (2011). Séisme en Haïti. Intervention de la Vision Mondiale deux ans plus tard. Port-au-Prince, Bureau des interventions d'urgence d'Haïti (BIUH).

Fin du texte

1. J'appelle acteur humanitaire des ONG et des organismes de coopération qui ont intervenu ou continuent d'intervenir auprès des populations rescapées du séisme. [↑](#footnote-ref-1)
2. SÉNÉCAL, Gilles et Pierre HAMEL (2001). « Ville compacte et qualité de vie : discussions autour de l'approche canadienne des indicateurs de la durabilité », *Le Géographe canadien*, vol. 45, No. 2 : 306-318. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir Agnès VILLECHAISE (1997). “La banlieue sans qualité. Absence d'identité collective dans les grands ensembles », *Revue française de sociologie*, Vol. 38, No. 2 : 351-374. [↑](#footnote-ref-3)
4. CEPE (2009). Prendre la mesure de la pauvreté. Proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec. [↑](#footnote-ref-4)
5. Claude Bernard Sérant (2011). « Un si vigoureux bidonville » in [*Le Nouvelliste*](https://lenouvelliste.com/article/90700/un-si-vigoureux-bidonville), Port-au-Prince. Site consulté le 7 aout 2011. [↑](#footnote-ref-5)
6. Alterpresse (2011). « Haïti-Post-séisme : La surpopulation se renforce à Port-au-Prince », in [*AlterPresse*](https://www.alterpresse.org/spip.php?article11317#.Xbc4W4XWTys), site consulté le 7 aout 2011. [↑](#footnote-ref-6)
7. Hugo Merveille (2010) in [http ://minustah.org/ ?p=22598](http://minustah.org/?p=22598) [↑](#footnote-ref-7)
8. [*Haïti : solidarité avec les pauvres*](http://missionsfranciscains.blogspot.com/2011/02/haiti-solidarite-avec-les-pauvres.html). Missions des Franciscains. Site consulté le 10 juillet 2011 [↑](#footnote-ref-8)
9. Mathon Dominique (2005). « [Pauvreté et stratégies de survie dans les quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince](https://repositorio.cepal.org/handle/11362/25759). *Rapport focus group* ». Digital Repository. Site consulté le 24 février 2013. [↑](#footnote-ref-9)
10. « Brasser », du créole haïtien « *bwase* » est une activité qui consiste à utiliser du peu d'argent qu'on dispose ou bien à emprunter ou escompter de l'argent à quelqu'un afin de mener une certaine activité économique. Cette activité consiste généralement à vendre dans la rue. Cela se fait généralement pour trouver de quoi manger pour une journée ou donner à manger à sa famille (Louis, 2009) [↑](#footnote-ref-10)
11. Le « racket financier » consiste à escompter de l'argent à quelqu'un moyennant des intérêts élevés. Nous l'avons ainsi appelé parce que généralement l'argent escompté n'appartient pas à l'escompteur mais plutôt à une institution quelconque. Il est escompté à un pourcentage donné à l'escompteur qui à son tour l'escompte à un taux plus élevé à quelqu'un d'autre. C'est aussi une forme de micro-crédit qui s'étend sur une courte période, en général quelques mois. (Louis 2009) [↑](#footnote-ref-11)
12. Laroche Alix (2012). « [Haïti-éducation : l'école communautaire de cité de l'éternel, dure et triste réalité » I](http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/5816-haiti-education-lecole-communautaire-de-cite-de-leternel-dure-et-triste-realite)n [Haïti Press Network](https://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/5816-haiti-education-lecole-communautaire-de-cite-de-leternel-dure-et-triste-realite). [↑](#footnote-ref-12)
13. Architectes de l'Urgence et solidarités International (2011). Profil de quartier de Bristout et Bobin (document de travail). [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir un document de travail de ONU-Habitat et al (2011). PROJET D'URBANISME PARTICIPATIF CARREFOUR-FEUILLES Quartiers de Descayettes, Saieh, Sanatorium et Savane-Pistaches Profil urbain et planification communautaire. [↑](#footnote-ref-14)
15. Tremblement de terre dévastateur en Haïti. In [Perspective monde](http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=1072). [↑](#footnote-ref-15)
16. Nou te gen ACF kite konn ban ou dlo gratis konnye a yo ta pwal kanpe pwogram nan paske genyen yon bagay ki tap pale a byen ke m te anba galeri a yo pa ban nou dlo anko rezon an senp nou pa konplekse otomatikman nou pa jwen dlo yo pa ba ou kouran yo pa ba ou dlo rezon an senp depi ou pa gen kouran vole ap touye ou yo pa ba ou wout yo kite w nan yon eta detrès dezas le sa a wa degaje w pou kont ou si pou al jeremi si pou al okap ou va ale èske ou konpwann se sak fè yo kite nou nan kondisiyon sa a . [↑](#footnote-ref-16)
17. Pafwaw gen bagay yo la pouw fè manje a men ou pa gen lajan pouw achte chabon pouw preparel. [↑](#footnote-ref-17)
18. zero, zero leta pa repon ak anyen ,okontre se lakwa rouj ki tap kenbe men ak nou mètnan kontra lakwa rouj fini se sou kont bondiye nou ye , pa gen moun ki repond avèk nou . [↑](#footnote-ref-18)
19. OXFAM (2012) *Haïti : une reconstruction au ralenti.*Deux ans après le tremblement de terre [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org/) site consulté le 9 mars 2013 [↑](#footnote-ref-19)
20. Ces concepts sont utilisés par Bernard Dumas et Michel Séguier (2004). *Construire les actions collectives*, Édition chronique sociale, Paris. [↑](#footnote-ref-20)